

L'INSULAIRE FRANÇAIS

JOURNAL POLITIQUE ET LITTÉRAIRE. — FEUILLE D'ANNONCES LÉGALES.

PRIX DE L'abonnement pour la Corse : Un An 16 fr., Six mois 8 fr., Trois mois 4 fr. — Pour le Continent français 18 fr. par an — Pour l'étranger 20 fr. On s'abonne à Bastia au bureau du Journal et à Paris à l'Office Corresp. de L'Éclair, rue N. D. des Victoires 46 (place de la Bourse) où l'on reçoit les annonces. Le Prix des Annonces est de 35 centimes la ligne. Les lettres non affranchies seront refusées.

BASTIA (CORSE).

La réforme postale a échoué, une fois encore, devant la chambre des députés. Après trois jours de discussion, elle a été repoussée à la majorité de 187 voix contre 162. L'année dernière elle avait été sur le point de triompher, il ne lui avait manqué que deux voix pour obtenir la majorité. Cet ajournement, car nous ne pouvons considérer ce vote que sous ce point de vue, est fâcheux. C'était là une amélioration qui se serait fait sentir à tout le monde. Elle aurait exercé une notable influence sur la civilisation, en mêlant, en confondant davantage les intérêts, les individus. Elle aurait été, elle sera pour les rapports d'affaires, d'affection ce que sont les chemins de fer. Ce sont deux progrès qui se touchent. Plus les rapports entre un peuple, entre les peuples seraient multipliés, plus la cause de l'ordre, de la paix et de l'union y gagnerait. La chambre, sans contester ces avantages, a reculé devant un déficit pour le trésor, déficit qui doit se borner à quelques années. Si le surcroît de correspondance que la diminution dans la taxe doit causer compensera bientôt et au-delà la différence des recettes des postes qui existera entre les exercices d'avant et d'après la réforme. L'expérience a été faite en Angleterre et dans d'autres pays. Si seulement cette réforme avait été ajournée pour faire place à une autre plus importante, plus urgente, à la diminution de l'impôt sur le sel, par exemple, réclamée de si justes titres par l'agriculture et par les ménages peu aisés, nous nous consolierions du rejet de la réforme postale. Mais il n'en est rien. Avec ce système de ne point attacher les recettes du trésor, il est clair qu'on n'arrivera jamais à améliorer quoi que ce soit. C'est là une fin de non recevoir éternelle, devant laquelle viendront échouer toutes les modifications possibles, quelque justes et urgentes soient-elles d'ailleurs. Il serait plus sage de se placer à un point de vue opposé et de songer à diminuer d'abord les charges les plus lourdes et à s'occuper sérieusement à les remplacer par d'autres impôts dont la répartition et l'assiette seraient plus équitables et moins onéreuses. Si on le voulait bien, il serait facile de résoudre le problème et de sortir de l'état d'immobilité absolue où l'on se tient, alors que les nations voisines réalisent des révolutions politiques fécondes dans leur système financier.

L'expédition de la Kabylie est terminée. Le maréchal Bugeaud est rentré à Alger le 26. Les Kabyles n'ont présenté de la résistance que sur deux points. Vaincus dans leur tentative de résistance, ils ont pris le parti de se soumettre aux conditions imposées. Quatre-vingt tribus se sont décidées à renoncer à tout acte d'hostilité. Cette campagne, facilitée par la soumission volontaire d'une partie de la Kabylie, soumission volontaire que la crainte de la guerre a pu provoquer et que la courte excursion, qui vient de se terminer, consolidera, aura donc des résultats satisfaisants pour la colonie. La sécurité s'affirmera et Abd-el-Kader perdra un redoutable et puissant levier contre l'occupation française. Sous tous les rapports ce résultat sera satisfaisant.

Dans le désir légitime de réaliser l'équilibre entre nos recettes et nos dépenses, la commission du budget des dépenses à la chambre des députés a proposé de retirer en partie les fonds accordés aux travaux publics, canaux, ports de mer, chemins de fer. Ce serait là, si elle était sanctionnée par la chambre, une mesure des plus fâcheuses. Ce serait arrêter des entreprises qui ont un caractère d'utilité positive et qui portent avec elles leur récompense : l'industrie, le commerce, l'agriculture, ces forces vitales du pays, ont besoin d'être encouragées, et leur enlever l'espoir de voir terminer promptement les travaux qui peuvent tant pour leur prospérité, serait pour eux un coup terrible. Il y aurait encore un autre inconvénient non moins déplorable : la misère est grande cette année par suite de la cherté des subsistances, et

rien ne fait pressentir qu'en 1848 cette cherté diminue d'une manière sensible. Suspendre les travaux publics ce serait donc porter un coup terrible à la classe des travailleurs et leur enlever les dernières et précieuses ressources sur lesquelles elles sont en droit de compter et qu'il faudrait s'empêcher de créer si elles n'existaient pas. Nous espérons que la chambre reculera devant les conséquences d'une pareille résolution. Des lois spéciales ont assuré une certaine masse de travaux aux ouvriers ; il ne faudrait donc pas détruire d'un côté ce qu'on a fait de l'autre. La crise que nous traversons est difficile, douloureuse, qu'on se garde de l'aggraver par des mesures imprudentes. Puisqu'on repousse les réformes financières, au moins que ce déficit qu'on conjure ainsi au prix du mécompte du pays, serve à maintenir les travaux en cours d'exécution. Pour prévenir un malheur incertain, il ne faudrait pas en créer de trop assurés, de trop inévitables.

TABLEAU des affaires criminelles portées devant la cour d'assises de la Corse pendant le 2^e trimestre de 1847.

Judi 10 juin, Vaccarezza Joseph-Antoine, de Furiani, accusé de meurtre.
Vendredi 11 id. Mariani Antoine, de Corte, meurtre.
Samedi 12 id., Ottaviani Pascal, de Riventosa, meurtre et tentative de meurtre.
Lundi 15 et mardi 15 id., Filippi Paul, Filippi Xavier et Filippi Jacques de Sorbello, assassinat et tentative d'assassinat.
Mercredi 16 id., Peretti Jean-Baptiste, de Levie, meurtre.

Judi 17 id., Franchi Antoine-François, de Cassano, faux en écriture privée.
Judi 17 id., Antonioti Jacques-Antoine, de Giusani, tentative d'assassinat.
Vendredi 18 id., Bernardi Michel, de Bastelica et Cuttoli Ignace, de Cuttoli, vol.
Samedi 19 id., Graziani Quilicus, d'Olmo, complicité d'enlèvement d'une fille mineure et vol.
Lundi 21, mardi 22 et mercredi 23 id., Malaspina Dieudonné, de Costa, tentative d'assassinat et meurtre.
Judi 24 id., Susini Antoine-Léon, de Cargiaca, menaces de mort par écrit et sans condition.
Judi 24 id., Sansonetti Etienne, d'Ortiporio, vol.
Vendredi 25 id., Marcangeli Joseph, d'Azzana, tentative de meurtre ; Campi Joseph et Savona Baptiste, d'Ajaccio, coups et blessures.
Samedi 26 id., Peretti Jean-Paul, de Bonifacio, menaces verbales de mort et destruction d'animaux.
Lundi 28 et mardi 29 id., Bargioni Lucie dite Tafani, de Portovecchio, complicité d'assassinat.
Mercredi 30 id., Sammarcelli Charles-François, de Bigorno, tentative de meurtre.
Mercredi 30 id., Felice Giudice, d'Antisanti, tentative de meurtre.

Judi 1^{er} juillet Bartoli Ours-Paul et Paoli Valère, d'Ajaccio, coups et blessures, vol qualifié.
Vendredi 2 id., Furini Nonce, de Portovecchio, infanticide.
Samedi 3 id., Muselli Xavier, d'Ocana, meurtre.
Lundi 5, mardi 6, mercredi 7 et jeudi 8, Miliani Joseph, Miliani Pascal, Lanfranchi Charles, Murzi Jean, Luccioni François-Marie et Lucioni Joseph de Frassetto, assassinat, tentative d'assassinat, rébellion à main armée et faux en écriture publique.
Vendredi 9 id., Manenti Charles-Mathieu, de Pianello et Poggi Jean-Samson, de Sermano, vol et faux.
Samedi 10 id., Mannoni Ours-François, de Felce, faux en écriture publique.
Lundi 12, mardi 13 et mercredi 14 id., Tonelli Ferdinand, d'Isolaccio, Grimaldi Mathieu et Tomasi Jean-Luc, de Penta, assassinat et tentative d'assassinat.
Judi 15 et vendredi 16 id., Sicurani Mathieu et Santoni Dominique, de Scata, assassinat.
Samedi 17 id., Giabbiconi Victorien, de Ste-Lucie

de Moriani, tentative d'assassinat et assassinat.
Lundi 19 id., Multedo Jean de Calcatoggio, plusieurs crimes.

NOUVELLES DIVERSES.

Le roi, la reine, la famille royale ont reçu au château de Neuilly Bou-Maza et M. le capitaine Richard. Le roi a fait un accueil bienveillant au jeune chef S. M. a daigné lui dire que la France savait honorer ceux qui avaient montré de la bravoure en combattant contre elle, et que désormais c'était à lui, par son zèle et son dévouement pour notre cause, à conquérir la position de considération et de confiance qu'il ambitionne.

Lorsque Bou-Maza a été présenté à la reine, à M^{lle} la duchesse d'Orléans et à M. le comte de Paris, on a pu remarquer sur son visage une vive émotion. Il a dit au jeune prince royal : « Si vous venez en Algérie, j'espère que vous me permettrez de me présenter encore devant vous ; et lorsque le ciel vous aura élevé plus haut encore que vous l'êtes aujourd'hui, n'oubliez pas que c'est en ami que je suis venu vers les Français. »

En sortant du château de Neuilly, Bou-Maza a prié M. le capitaine Richard de le conduire à la chapelle Saint-Ferdinand. A la vue du tableau qui représente la famille royale en pleurs autour du lit de mort du duc d'Orléans, il s'est écrié avec attendrissement : « La mort est une gloire lorsqu'on est ainsi regretté. » Avant-hier, dans la soirée, Bou-Maza s'est rendu à Vincennes, et a été présenté à M. le duc de Montpensier au milieu d'un grand concours d'officiers de tous grades et de toutes armes.

Cette réunion a paru l'impressionner fortement, et il a été quelques minutes avant de se remettre complètement. « Ici, disait-il aux personnes qui le questionnaient sur ce qu'il éprouvait, je sens que je suis au milieu de mes frères ; le courage établit un lien entre tous les braves. » M. le capitaine Richard, qui l'accompagnait, a raconté plusieurs épisodes très curieux de la vie aventureuse de ce personnage religieux.

Parmi toutes les richesses élégantes et artistiques réunies avec profusion à Vincennes par M. le duc de Montpensier, Bou-Maza a surtout admiré les présents que le prince a rapporté de son voyage en Orient. Le luxe et le bon goût étaient là de sa compétence. On a été frappé d'une très adroite flatterie qu'il a adressée à nos officiers. En voyant une armure complète de nos anciens chevaliers, il a dit : « Lorsque les hommes de guerre se couvraient ainsi de fer, ils ont vainement tenté de pénétrer en Afrique ; vos soldats qui ont conquis l'Algérie n'avaient pas besoin de cuirasses, c'était leur cœur lui-même qui était de fer. »

ALGER, 25 mai. — La corvette à vapeur le *Camilleon* est arrivée ici le 21 au matin, apportant, de Bougie, des nouvelles de la colonne expéditionnaire, en date de 17 et 18.

M. le maréchal, dont des dépêches étaient facilement parvenues à Bougie, était campé, le 18, à Akbou, sur l'Oued-Sabel, à douze lieues environ de cette place. — La plupart des chefs des principales tribus du bas de la rivière venaient d'arriver au camp pour traiter de leur soumission. Ils semblaient disposés à accepter les conditions imposées la veille aux Beni-Abbès, à la suite du dur châtiment que cette tribu avait dû subir, en représailles de l'attaque de nuit qu'elle avait dirigée contre nos troupes.

Nous avons dit précédemment que, depuis Gamza jusqu'aux Beni-Abbès, la marche de la colonne s'était opérée d'une manière pacifique. Partout les tribus faisaient acte de soumission ; leurs chefs marchaient avec la colonne et la guidaient.

Parvenu devant les Beni-Abbès, dans la journée du 15, M. le maréchal apprit que la majeure partie de cette grande tribu, résistante aux conseils de notre khalif de la Medjana, El-Makrani, était décidée à faire la guerre. — Des renseignements exacts ajoutaient que

m'avait donné, Monsieur, et que le chapelier a ainsi restitué moyennant la somme de vingt sous. — Vraiment ! dit le maître en mettant sur sa tête le chapeau du valet ; ce chapeau est trop bon pour toi ; je me suis trompé en te le donnant : voici tes vingt sous ; je le reprends et je le garde. »

On raconte une foule d'anecdotes pareilles à celles-là, sur M. d'Aligre particulièrement ; mais il y a dans la plupart de ces historiettes beaucoup d'inventions exagérées.

Le trait distinctif du caractère parcimonieux de M. d'Aligre était son aversion pour le rôle de créancier. Il eût mieux aimé gagner une maladie que se créer un débiteur. Prêter de l'argent était la dernière chose qu'il eût faite volontairement.

Cependant les emprunteurs ne manquaient pas : ils accouraient vers cette éblouissante fortune comme des mouches vers la flamme d'une bougie. De même que tous les heureux et tous les puissants de la terre, M. d'Aligre avait beaucoup d'amis et une foule de courtisans. Or, il advenait souvent qu'un de ces amis ou de ces flatteurs se détachait du groupe, prenait à part M. d'Aligre, lui révélait une situation embarrassée et le priait de lui prêter une certaine somme pour se tirer d'affaire et sortir de cette difficulté momentanée.

M. d'Aligre avait, pour ces occasions-là, un plan de conduite qu'il suivait toujours avec une exactitude méthodique. — Vous me demandez de l'argent à emprunter ? disait-il. — Oui. — Combien ?

L'emprunteur disait le chiffre de la somme, et ajoutait ordinairement : — C'est une misère pour un homme aussi riche que vous. — Très-bien, reprenait froidement M. d'Aligre.

Et allant à son secrétaire, il en retirait un énorme registre qu'il ouvrait au dernier feuillet entamé par l'écriture. Puis prenant une plume, il écrivait le nom de l'emprunteur, en se faisant quelquefois dicter les prénoms et l'orthographe du nom propre. L'emprunteur était secrètement charmé de cette formalité de bon augure.

M. d'Aligre inscrivait ensuite la date de l'emprunt ; puis il se faisait répéter le chiffre. — Je vous demande pardon de ces détails fastidieux, disait-il avec sa politesse de marquis. — Comment donc ! reprenait l'autre, en affaires on ne saurait mettre trop d'ordre et de ponctualité.

L'inscription faite, M. d'Aligre disait à l'emprunteur, avec un admirable sang froid : — Il m'est impossible de vous rendre le service que vous me demandez. — Ah bah ! s'écriait l'emprunteur, tombant de suite de ses espérances dans l'abîme de la consternation. — Absolument impossible, reprenait M. d'Aligre. — Comment ! avec votre fortune ? — Je suis riche il est vrai, mais... — Vous pourriez, sans vous gêner, me prêter une somme cent fois plus forte. — Vous croyez ? Examinez ce registre. — Où vous m'avez inscrit ? Mais pourquoi cette inscription, si vous ne prêtez pas ?

— Comment trouvez-vous ce livre ? Eh bien ! il est entièrement consacré aux inscriptions semblables à celle que je viens de mettre, et j'en suis arrivé à ses derniers feuillets. Voyez, la première ligne date de l'émigration, à Londres. J'étais riche déjà, riche dans l'exil, et les emprunteurs abondaient. J'eus dès lors l'idée de commencer cet ouvrage pour me servir de titre justificatif et m'absoudre des refus que j'étais contraint de faire. Toutes les sommes qui m'ont été demandées à emprunter avec la date de l'emprunt et le nom de l'emprunteur sont exactement inscrites sur ce livre. L'addition marche et se poursuit de page en page, et le total, si consolant pour moi, prouve que si j'avais prêté tout l'argent qu'on a voulu m'emprunter, je serais aujourd'hui réduit à la mendicité ; — car je n'ai besoin de vous dire que la plupart de ces prêts auraient été faits sans espoir de retour, les emprunteurs étant à jamais dans l'impossibilité de s'acquitter.

En effet, M. d'Aligre a conservé précieusement jusqu'à son dernier jour ce registre, qui avait plus de mille pages in-folio couvertes de lignes serrées. Le total des prêts refusés s'élevait l'année dernière à une somme qui dépassait de beaucoup le capital des deux millions de reuts que le prudent marquis laisse à ses héritiers. »

ANNONCES ET AVIS DIVERS.

VENTE PAR AUTORITÉ DE JUSTICE.

On fait savoir que le 4 juin prochain (1847) à dix heures du matin jours et heures suivants au besoin, sur la place du théâtre de cette ville de Bastia, on procédera à la vente des meubles tels que tables, console, chaises, canapés et cristaux, etc. Meubles saisis à la requête du sieur Sisco (Antoine-Louis) propriétaire domicilié à Bastia, contre le sieur Denobili (François-Marie) receveur des douanes en retraite demeurant à Bastia, par procès-verbal de nous balaisier soussigné en date du dix avril dernier enregistré. Cette vente se fera, au plus offrant et dernier enchérisseur, au comptant.
Bastia, le 27 mai 1847.

VANETTY.

BAGNI

ACQUA MINERALE SULFUREA

DELLA PUZZOLENTE.

Il primo giugno prossimo sarà aperto al pubblico lo stabilimento balneario detto della *Puzzolente*, situato alla distanza di circa due miglia e mezzo da Livorno. Per comodo dei Signori concorrenti vi sarà il solito servizio regolare degli omnibus da questa città ai bagni e vice versa.
Livorno, 27 maggio 1847.

Pharmacie Girault, à Bastia.
PATE PECTORALE SIROP PECTORAL
NAFÉ DARABIE
seuls pectoraux approuvés par les professeurs et chimistes de la faculté de médecine de Paris.
RACAHOUT DES ARABES
aliments des convalescents, des dames, des enfants et des personnes malades de la poitrine ou de l'estomac.
SE DÉFIER DES CONTREFAÇONS.

PAQUEBOTS A VAPEUR FRANÇAIS.
COMPAGNIE VALÉRY FRÈRES.
Service régulier entre Bastia et Marseille et entre Bastia et Livourne.

Le bateau à vapeur LE COMMERCE DE BASTIA, de la force de 100 chevaux, commandé par le capitaine Bugliani, partira de Bastia pour Livourne le 2 juin, à 8 heures du soir, et il repartira de Livourne pour Bastia le 3 à 7 heures du soir.

Le bateau à vapeur LA LETIZIA, de la force de 80 chevaux, commandé par le capitaine Lota, partira de Bastia pour Portoferrato le 2 juin, à 4 heures du soir, et il repartira de Portoferrato pour Bastia le 3 à 4 heures du soir.

Le superbe paquebot à vapeur en fer et à hélice, le

BONAPARTE, sortant des ateliers de MM. Benet et Compagnie de la Gironde, et de la force de 100 chevaux, partira de Bastia pour Marseille le 2 juin, à 2 heures du matin. MM. les voyageurs trouveront à bord de ce bateau tous les soins et toutes les commodités désirables. Surtout, la nouvelle construction du bon paquebot à vapeur en fer le Comte de Paris, assurera désormais le service régulier entre les continents français et italiens.

Le bateau à vapeur LE TÉLÉGRAPHE, de la force de 60 chevaux, commandé par le capitaine Seronetti, partira de Bastia pour Ajaccio le 8 juin à 5 heures du matin, il relâchera à l'île-Rousse et Calvi et arrivera à Ajaccio le soir du même jour.

Il repartira d'Ajaccio pour Bastia le 9 à 6 heures du soir relâchant de même à Calvi et l'île-Rousse.

PORT DE BASTIA.

ARRIVÉES.

Rio, 20 mai brick-goël. V. des Carmes, de 66 tx, c. Carletti, minéral.
De la plage, 20 id. bateau Jeune Cléante, de 21 tx, c. Petit, charbon.
De la plage, 20 id. mistick Mistricorde, de 44 tx, c. Gabrielli, charbon.
De la plage, 21 id. goëlette St Joseph, de 38 tx, c. Bonelli, charbon.
De la plage, 21 id. goëlette Assomption, de 42 tx, c. Thiers, charbon.
Livourne, 22 id. bat. à vap. Télégraphe, de 53 tx, c. Bertocci, blé.
Ajaccio, 22 id. bat. à vap. Letizia, de 74 tx, c. Lota, passagers.
De la plage, 23 id. bœuf Conception, de 22 tx, c. Osé, charbon.
De la plage, 23 id. brick-goël. Antoinette, de 51 tx, c. Belgodere, charbon.
De la mer, 23 id. bat. à vap. de l'Etat Lionne, de 50 chev. c. Correll, lieutenant de vaisseau.
Livourne, 25 id. bat. à vap. Maréchal Sébastiani, de 31 tx, c. Sisco, blé.
Livourne, 26 id. goëlette Robertine, de 49 tx, c. Ghisa, blé.
Livourne, 26 id. brick-goël. Ciro, de 100 tx, c. Valzi, blé.
Marseille, 29 id. bat. à vap. Bonaparte, de 120 chev. c. Cambiaggi, passagers.
Marseille, 26 id. paquebot Ajaccio, de 120 chev. c. Blanc, lieutenant de vaisseau, dépêches.
Marseille, 26 id. brick-goël. Sampiero, de 74 tx, c. Gaché, pierres.
Toulon 26 id. brick-goël. Assomption, de 60 tx, c. Gentil, planches.

DÉPARTS.

Ajaccio, 20 mai, bat. à vap. Letizia, de 74 tx, c. Lota, passagers.
Marseille, 31 id. paquebot Eurotas, de 160 chev. c. Legras, lieutenant de vaisseau, dépêches.
St Florent 21 id. gond. Hiver, de 10 tx, c. Antonori, en lest.
Rio, 22 id. brick-goël. V. des Carmes, de 66 tx, c. Carletti, en lest.
Livourne, 22 id. bat. à vap. Maréchal Sébastiani, de 31 tx, c. Sisco, passagers.
Marseille, 23 id. bat. à vap. Commerce de Bastia, de 104 tx, c. Bugliani, diverses.
Marseille, 23 id. brick-goël. Deux-Amis, de 65 tx, c. Alfonsi, fonte en fer.
Rio, 24 id. brick-goël. Assomption, de 82 tx, c. Giannelli, en lest.
Rio, 24 id. goëlette Cheval-Maria, de 56 tx, c. Muti, en lest.
Toulon, 24 id. bat. à vap. de l'Etat Antiope, de 60 chev. c. de Stabl, lieutenant de vaisseau.
A la mer, 25 id. bat. à vap. de l'Etat Lionne, de 50 chev. c. Correll, lieutenant de vaisseau.
A la plage, 25 id. bateau Jeune Cléante, de 21 tx, c. Petit, en lest.
Livourne, 26 id. bat. à vap. Letizia, de 74 tx, c. Lota, passagers.

Le Gérant N. TARTAROLI.

LE SIROP LAROZE

de sucres d'oranges amères TONIQUE ANTI-NERVEUX, est prescrit avec succès par les meilleurs médecins dans les affections nerveuses, de l'estomac et des intestins. Il excite l'appétit, rétablit la digestion, guérit les gastrites, gastralgies, la langueur, le dépérissement, la débilitation organique, abrége les convalescences trahantes, détruit la constipation, 3 fr. le flacon. On évitera les contrefaçons en exigeant les cachet et signature Laroze. — Dépôt spécial chez M. Pomonti pharmacien à Bastia.

LIBRAIRIE DE JURISPRUDENCE DE CHARLES HINGRAY, rue de Seine, N° 10, à Paris, et chez les PRINCIPAUX LIBRAIRES DU

RESSORT DE LA COUR ROYALE.

MISE
EN
VENTE
du

NANTISSEMENT,

ouvrage dans lequel les questions commerciales qui résultent du GAGE des marchandises consignées ou engagées sont résolues.

Commentaire du titre XVII du livre III du code civil, formant le tome XIX du code civil expliqué par

NOTA. Le volume XIX complète la série du code civil expliqué faisant suite aux volumes XVIII, XVII, XVI, XV, XIV, XIII, XII, XI, X, IX, VIII, VII, VI, V, IV, III, II, I.

M. TROPLOU



Conseiller à la Cour de cassation, membre de l'Institut, Pair de France, officier de l'ordre royal de la Légion d'honneur. — Un vol. in-4^e, prix 9 fr.

(8095).

BASTIA. — IMPRIMERIE FIANI.

les montagnards de la rive gauche de la rivière, faisant cause commune avec les Beni-Abbès dont le vaste territoire s'étend à droite dans les montagnes algériennes, devaient nous attaquer le lendemain. — On savait aussi, qu'en temps des turcs, les Kabyles leur avaient fait essuyer plusieurs catastrophes à l'aide des attaques de nuit, lorsqu'ils avaient tenté de pénétrer dans ces contrées; M. le maréchal, pensant que cette fois encore, les montagnards essaieraient peut-être la même tactique prescrite aux avant-postes les précautions les plus rigoureuses.

Sa prévision ne tarda pas à se réaliser, car, à huit heures du soir, l'attaque commença: les Kabyles poussaient de grands cris et faisaient un feu continu; mais tous leurs efforts échouèrent devant l'attitude énergique des grandes gardes qui durent, à plusieurs reprises, se dégager par des charges vigoureuses à la bayonnette.

Pendant cette attaque, qui dura jusqu'à une heure du matin, le plus grand ordre, le plus grand silence, ne cessèrent de régner dans le camp, où l'on n'éprouva aucune perte.

Le 16, à la pointe du jour, le maréchal fit masser son convoi dans une bonne position, confiée à la garde de quelques troupes d'infanterie; une colonne composée de huit bataillons, sans sacs, de l'artillerie de montagne, et d'une partie de la cavalerie, s'élança immédiatement pour occuper les premières pentes des montagnes. — De là, on découvrait les deux lignes de rochers sur lesquels étaient placés les rassemblements ennemis. M. le maréchal prit aussitôt ses dispositions; deux colonnes tournèrent ces deux lignes par leur droite et abordèrent les Kabyles avec une admirable résolution. — L'artillerie, avec ses obus et ses fusées à la congère, seconda parfaitement cette double action, et, en un instant, les positions occupées par l'ennemi furent totalement évacuées.

C'est alors qu'on aperçut les beaux villages des Beni-Abbès, situés dans les positions les plus ardues des montagnes. Les troupes furent lancées à l'attaque de chacun d'eux, et trouvèrent partout une résistance opiniâtre, incapable, cependant, de résister à l'impétuosité de nos soldats.

Il restait encore, pour compléter cette journée, à s'emparer d'un village placé sur un contre-fort, d'un accès très difficile, et dans lequel les Kabyles s'étaient réfugiés en grand nombre; M. le maréchal, pensant que le résultat qu'il voulait atteindre resterait imparfait, si l'ennemi cette dernière position, ne craignait pas de demander cette nouvelle tâche au courage de ses soldats. Trois faibles colonnes l'aborderont bientôt, et l'on vit une poignée d'hommes, plus vigoureux, mais non plus braves que leurs frères d'armes, en chasser les Kabyles, et les précipiter dans les ravins profonds d'où ils ne revinrent plus au combat.

Maître de ces villages, il restait à M. le maréchal à faire un exemple qui ôtât aux autres tribus toute idée de résistance. — Il en ordonna la dévastation.

La riche tribu des Beni-Abbès, qui domine cette contrée par sa force et son industrie, a éprouvé, dans cette circonstance, des pertes considérables. — Les fabriques de poudre et d'armes ont été détruites. — Cet exemple, provoqué par l'attaque dont notre camp avait été l'objet, évitera à nos troupes d'autres combats, et par suite, des destructions plus considérables encore.

Les résultats de cette action vigoureuse ne se firent pas attendre; à peine nos troupes avaient-elles enlevé la dernière position, que le chef le plus influent des Beni-Abbès, Hamou-Tahar, se rendait auprès de M. le maréchal, lui apportait la soumission de la tribu entière, et le suppliait de faire cesser un châtiment que ses frères, disait-il, avaient si justement mérité par leurs folles attaques. — Le signal convenu se fit entendre, et aussitôt les troupes rentrèrent dans leur camp.

Ce combat ne nous a coûté que cinquante-un hommes tués ou blessés, parmi ces derniers figurent cinq officiers: le capitaine Ducrot, du 64^e, a eu la cuisse traversée d'une balle, MM. les commandants Bonambé, de Clonard, le capitaine d'état-major Renault et le lieutenant d'artillerie Vidal, ont été atteints légèrement. — C'est surtout à l'impétuosité des attaques, à l'intelligence de l'exécution que l'heureux résultat de cette affaire doit être attribué.

Les Beni-Abbès ont accepté toutes les conditions dictées par M. le maréchal, qui les a placés sous le commandement du kalifa de la Medjana, El-Mokhrani dont la famille a toujours exercé sur cette tribu une

grande prépondérance.

— Au moment où le *Caméleon* quittait Bougie, on savait que la colonne, venant de Sétif, sous les ordres de M. le lieutenant-général Bedeau, avait été attaquée par les Hebouas. Cette tribu avait éprouvé des pertes considérables, et comme les Beni-Abbès, elle s'était ensuite rendue à discrétion, ainsi que deux autres tribus moins importantes.

— La cour de cassation a cassé un jugement du conseil de guerre d'Oran, jugement dont nous avons rendu compte dans le temps, qui avait condamné à mort le lieutenant Marin, pour s'être rendu, le 28 septembre 1845, à Abd-el-Kader, après avoir mis bas les armes en rase campagne, et sans combat, étant chef de deux cents hommes, quelques jours après la catastrophe de Sidi-Brahim.

Le lieutenant Marin avait déclaré la compétence du conseil de guerre, et n'avait pas voulu se défendre; l'affaire avait été jugée par défaut.

M. le procureur-général Dupin a conclu à la cassation.

La cour, après deux heures de délibération dans la chambre du conseil, a rendu un arrêt qui casse la décision du conseil de guerre d'Oran, par le motif que le décret du 1^{er} mai 1812, dont il a été fait application au sieur Marin, a été abrogé par la charte de 1814 et de 1830; elle décide en conséquence qu'il n'y a pas lieu à renvoi devant un autre conseil de guerre, et ordonne la mise en liberté du sieur Marin, le fait qui lui est imputé n'étant prévu par aucune loi.

— On écrit de Naples: « On vient de découvrir près de Teramo, capitale de l'Ambrozio Ulteriore-première, une mine de houille dont la qualité égalerait, dit-on, celle de Newcastle en Angleterre.

« Cette houillère se trouve à environ 240 pieds au dessous de la surface du sol, et semble être extrêmement riche. Elle sera exploitée par le gouvernement.

— L'initiative parlementaire n'est pas en voie de succès. L'opposition de M. Berville, tendant à convertir la diffamation en un droit ou une faculté, n'a été autorisée par aucun bureau. Quant à la proposition de M. Crémieux, tendant à écarter les députés ou les pairs de toutes entreprises de railway, elle paraît appelée à échouer aussi, après avoir été prise en considération. Tous les commissaires, moins un, appartiennent au parti qui ne veut pas de la proposition, son rejet ultérieur ne nous paraît pas douteux. Au reste, si le rapport est fait dans cette session, il ne pourra certainement être discuté que l'année prochaine.

— On assure que tous les jeux de cartes vont être interdits dans tous les clubs de Paris, afin de couper court, s'il est possible, aux vols et aux escroqueries qui si commettent tous les jours. Il est aussi question d'augmenter l'impôt sur les cartes à jouer.

— Voici un fait caractéristique que nous trouvons dans une correspondance particulière de Taïti. Lorsque la reine Pomaré, après son entrevue avec M. Bruat, eut été solennellement proclamée, un grand nombre de familles anglaises se disposèrent à quitter l'île pour n'y plus revenir, ne voulant pas vivre sous le protectorat de la France.

— Les journaux de Londres annoncent que la situation ne s'améliore, ni en Irlande, ni dans les districts manufacturiers. Il faudrait que le prix des grains diminué, et c'est le contraire qui se voit, malgré les arrivages considérables.

Dans la détresse qui frappe le pays, les journaux font connaître un singulier palliatif qui vient d'être adopté par la maison de la reine Victoria. L'ordonnance suivante a été émise mercredi dernier par le lord-intendant de la maison de Sa Majesté:

« Sa Majesté, prenant en considération le prix élevé et croissant des vivres actuellement, et surtout de toutes les qualités de pain et de farine, a daigné gracieusement ordonner qu'à partir de ce jour, aucune qualité de farine, à l'exception de la deuxième, ne servira à aucun emploi dans la maison de la reine, et que l'allocation quotidienne de pain sera limitée à une livre par tête pour toute personne nourrie dans le palais.

« Par ordre de la reine. Signé FORTESCUE. »

« Direction du Drap-Vert, 12 mai 1847. »

L'exemple d'économie donné par la reine n'a pas tardé à être suivi par quelques-unes des sociétés sociales de l'Angleterre. Un assez grand nombre de personnes appartenant aux classes désignées chez nos voisins, sous le nom de *nobility and gentry*, ont signé

une circulaire ainsi conçue:

« Profondément touchés de la détresse qui règne parmi un grand nombre de compatriotes en Angleterre et en Irlande, par suite du manque de subsistances nécessaires, et remarquant que les prix des aliments augmentent, nous croyons devoir nous engager à réduire dans nos familles, autant que cela pourra se faire, la consommation du pain et de la farine, et nous demandons la coopération de tous ceux qui peuvent nous aider dans la crise actuelle. »

Parmi les signataires, on compte les ducs de Bedford, Grafton, Norfolk et Rutland; le marquis d'Exeter; les comtes Fortescue, Spencer, Zeiland, Clarendon, Fitz-Villiers, Radnor; les lords Lytton, Brougham, etc.

PRISE DE LA VERA-CRUZ PAR LES AMÉRICAINS.

La ville de Vera-Cruz et le fort de Saint-Juan d'Ulúa sont tombés au pouvoir des forces des États-Unis. Un journal anglais, en publiant cette nouvelle, a donné au fort d'Ulúa l'épithète d'impenable. Le souvenir public a immédiatement relevé cette erreur: le fait d'armes glorieux, à la suite duquel le pavillon français flotta pendant plusieurs mois sur cette forteresse, n'est sorti de la mémoire de personne.

Il est peut-être à propos de mettre en regard les circonstances qui, dans l'un et l'autre cas, ont accompagné la conquête de la ville la plus importante du littoral mexicain.

Les Américains du Nord, après plusieurs mois de guerre, arrivèrent devant Vera-Cruz avec une escadre nombreuse, et ont, en outre, une force de débarquement de 14,000 hommes et tout le matériel nécessaire pour faire le siège d'une ville. Ils n'entreprirent point de s'emparer de la forteresse, dont ils se tenaient hors de portée, et leur escadre n'a pas d'autre rôle à remplir que de bloquer la place par mer et débarrasser le corps d'armée qu'elle a mené. Ce corps d'armée investit la ville. Le général américain, après une simple sommation, la fait bombarder; les dégâts causés par ce bombardement, la mort d'un grand nombre d'habitants, l'insuffisance d'une garnison qui est à peine le tiers des assiégeants et qui ne peut compter sur un secours, forcent les Mexicains à se rendre. La forteresse, bloquée par mer et par terre, et dont les approvisionnements étaient certainement insuffisants, suit cet exemple. Les Américains du Nord ont à peine quelques blessés.

Dans quelles conditions se trouvait l'escadre française et quelle a été la conduite du chef qui la commandait? L'expédition résolue en conseil, le 13 août 1838, était prête en 15 jours et partait de France le 1^{er} septembre; elle se composait, après la réunion de toutes les forces devant Vera-Cruz, de 3 frégates de 2 bombards, de 2 vapeurs et de quelques navires: trois cents hommes d'artillerie de marine étaient les seules troupes de terre qu'il y eut sur cette escadre. Le chef de l'expédition, arrivé sur sa seule frégate en vue de la côte du Mexique, le 27 octobre, n'employa qu'un mois à réunir ses forces, à former ses reconnaissances, et à préparer ses moyens d'attaque, tout en négociant et en faisant ses efforts pour amener les Mexicains à une paix honorable. Ces négociations n'ayant pu aboutir à un arrangement, il se décida à la guerre, et au jour dit avec 3 frégates et 2 bombards seulement, il attaque corps à corps la forteresse, et après une canonnade et un bombardement de cinq heures, la réduit à un tel état qu'il la force à se rendre.

La ville, restée en dehors de cette lutte, se rend d'abord, et pas un habitant inoffensif n'a été la victime des hostilités. L'amiral français ouvre le port, déclare la place neutre, veut l'arracher aux périls de la guerre. Le gouvernement mexicain ne reconnaît pas cette convention: Santa-Anna arrive et la déchire. L'amiral, pour ne pas être obligé de tirer sur la ville et de la détruire peut-être, y débarque avec les marins, la désarme et la met dans l'impuissance. Pas une habitation n'est violée, pas une victime n'est à regretter dans la population; tout se passe entre ceux qui portent des armes. Dans tout le cours de ces événements si remarquables, le chef de l'expédition, l'amiral Baudin, ne s'écarte pas une seule fois de ce système de générosité et de bienveillance envers les populations désarmées. Le but atteint en peu de temps, à peu de frais, sans hésitation, glorieusement.

Nous pensons qu'il fallait rappeler ces souvenirs trop promptement mis de côté, peut-être, et que notre marine doit revendiquer. Nous ne voulons pas en conclure que les Américains ont mal agi, ni porter sur leur façon de faire la guerre de sévères jugements.

l'unique moyen à se servir de lui-même, à se défendre, à se défendre et les nécessités de sa politique. Mais quand la France sacrifie si souvent une partie de ses intérêts pour garder son honneur plus intact, il est permis de réclamer pour elle le bénéfice de sa générosité et son courage. (La Flotte.)

— LONDRES, 21 mai. — Lisbonne, 15 mai. — La junte d'Oporto a décidément et définitivement refusé d'accepter les termes de l'arrangement proposé par le colonel Wilde et refusé de conclure une armistice; c'est ce qu'annonce une dépêche télégraphique de Saldanha arrivée hier soir.

Le parti violent de la junte l'a emporté sur le parti modéré. La junte avait voulu renouer des négociations, mais on lui a dit qu'il fallait accepter ou rejeter les termes de l'arrangement, en conséquence elle l'a rejeté. Le steamer Buldog est chargé de dépêches pour lord Palmerston, qui lui annonce le refus de la junte et lui demandant sa sanction directe pour ce qui devrait être fait.

La nouvelle d'une intervention décisive de l'Angleterre, s'étant répandue dans le pays, la désertion commence à affaiblir les rangs des rebelles, plusieurs régiments ont passé du côté de Saldanha.

Deux bataillons nationaux de Lamego et Regoa se sont présentés à Vizen pour recevoir des armes des représentants de la reine. (Times.)

— La première loi de finances proposée par le roi de Prusse aux états, a été rejetée par eux à une majorité de 448 voix contre 101 et cependant cette loi était bonne de l'aveu de tout le monde. Il s'agissait d'établir dans les provinces de Silésie et de Posen, des banques provinciales appelées à racheter les charges qui pèsent sur les biens des paysans et le gouvernement demandait simplement aux états de garantir le revenu des sommes qui doivent être engagées et l'amortissement ultérieur de ces rentes.

Le projet de la loi a été rejeté parce que la majorité des membres des états ont pris le parti de ne voter aucune loi de finances tant que Frédéric Guillaume IV n'aura pas reconnu par un acte formel la légitimité des droits consignés dans l'adresse et ni effrontément dans le discours du trône.

C'est comme on voit une sorte de serment du Jeu de Paume au petit pied.

— On vendait hier à l'hôtel des commissaires-priseurs, des tentures de velours violets mouchetés d'aigles d'or avec la lettre N aussi en or. Ces tentures ont, dit-on, fait partie autrefois de la grande salle du conseil-d'état de l'empire. Un brocanteur les a, dit-on, achetées assez cher pour le prince Louis-Napoléon, à qui elles seront envoyées.

— Nous avons dit, d'après une lettre de Taïti, que la prise du fort de Fuetahua par nos soldats était due à un indigène qui avait indiqué à nos troupes un sentier pour arriver jusqu'à ce fort. Nous lisons dans une autre lettre: « Cet homme, qui est un Canaque de trente-six à quarante ans, se présenta le 18 décembre au gouverneur et lui dit: Je sais un chemin qui conduit au sommet de la montagne la plus élevée; il n'est connu que de moi seul et je me fais fort d'y conduire vos troupes ou de moi moins ceux de vos soldats qui seront assez courageux pour tenter l'escalade avec moi. »

« Le guide qui s'était présenté au gouverneur était autrefois attaché à la reine Pomaré comme *dénicheur d'oiseaux*. Ce titre qui paraît singulier à nous autres Européens, ne l'est pas de tout ici. Une des plus grandes parures des Tahitiens sont les plumes du *Paille en queue* à crins rouges ou du *Phaéton*. Ces oiseaux nichent dans les fentes des rochers les plus abruptes, et il est très-difficile de se procurer leurs plumes. Les rois et les grands chefs du pays ont donc des hommes spéciaux qui font métier de dénicher ces oiseaux. (Patrie.)

ALIMENTATION DES CONVALESCENTS.

Parmi les substances alimentaires qui forment la nourriture la plus saine dans la convalescence, il faut placer en première ligne le *Racahout* des Arabes de Delangrenier, aliment léger et délicieux, qui a reçu l'approbation des professeurs de la faculté de médecine, qui lui ont reconnu les propriétés adoucissantes et réparatrices les plus convenables aux personnes atteintes de maux d'estomac ou de gastrites, et à celles dont les digestions sont difficiles. Il convient aussi aux enfants et à toutes les personnes délicates ou nerveuses, auxquelles l'usage du café et du chocolat est défendu. Le *RACAHOUT* étant contrefait, on

doit s'assurer que le comte de Saldanha porte sa signature DELANGRENIER. — Dépôt aux pharmacies de MM. GROSSETTI à Ajaccio; GIRALT à Bastia.

TABLEAUX.

RELEVÉMENT DE 1816.

Comme l'homme est un animal raisonnable, il s'en suit qu'il raisonne, mais il ne s'en suit pas qu'il raisonne toujours juste, d'autant plus qu'il est sujet à s'engourdir, à s'effrayer ou à s'endormir. Il est résulté de cette triple disposition que les calculs de Malthus sur les probabilités d'un accroissement excessif de population jetèrent d'abord l'effroi en Angleterre et en France. Les savants croyaient voir arriver bientôt le moment où les hommes seraient obligés de se dévorer pour vivre, ce qui aurait constitué un système économique, plus désagréable encore que l'émigration!

Peu de temps après et par suite d'une réaction fort ordinaire, les savants se mirent à rire des calculs de Malthus et ils estimèrent qu'il n'y aurait jamais de surcharge dans la population. Aujourd'hui les savants devraient reconnaître que sans admettre l'accroissement illimité, il peut y avoir surcharge, mais le savant tient à son système: il n'avoue jamais son erreur passée, et il invente de superbes arguments pour la soutenir jusqu'au bout. C'est cette tendance qui a fait dire à Fourier que la science obscurcissait toutes les questions; c'est cette disposition qui portait Napoléon à détester l'idéologie. Sans doute il faut recourir aux données de la science, mais il ne faut pas adopter de systèmes exclusifs; il faut consulter les hommes pratiques, interroger les faits et se garder de l'opiniâtreté, de l'invariabilité dont les esprits médiocres se vantent comme d'une honorable fidélité à leurs principes. Qu'ont produit d'utile les hommes à idées fixes? Quels fruits a portés l'intelligence de Charles X sous la Restauration, et l'expérience de Lafayette sous le régime nouveau?

Or, selon Malthus, la population devait doubler en vingt-cinq ans, et les effets ultérieurs de ce doublement devaient être exactement représentés par la progression géométrique 1, 2, 4, 8, 16, 32, 64, 128, 256, etc., d'un autre côté la fertilité de la terre, en supposant qu'elle progressât toujours, suivait la progression arithmétique 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9.

De ce que les faits n'ont pas justifié les prévisions de l'économiste anglais, ils ne s'en sont pas qu'elles soient sans fondement et qu'elle ne puissent un jour se réaliser, en partie. Ce qui se passe sous nos yeux est même un commencement de réalisation, et si une loi inconnue de la Providence ne vient arrêter le mouvement progressif, nul doute que la réalisation ne puisse être complète dans un temps donné.

Nous avons dit qu'on s'était d'abord effrayé des tableaux de Malthus, et qu'après s'en être effrayé on en avait beaucoup ri. Ainsi va le monde, ainsi se vérifie l'allégorie de Jean qui pleure et Jean qui rit: heureux quand il y a plus de rires que de pleurs. Aujourd'hui les hommes qui réfléchissent ne versent pas de larmes, mais ils ne laissent pas que d'entrevoir l'avenir avec quelque inquiétude, et déjà l'on cherche des palliatifs et des remèdes, preuve évidente que le mal commence à se faire sentir.

On comptait: en 1754 — Selon Mirabeau père. 18,000,107
1772 — Selon Buffon 21,642,777
1772 — Selon l'abbé d'Expilly 22,014,357
1785 — Selon Necker 24,676,000
1787 — Recensement officiel. 26,800,000
1791 — Sous l'assemblée constituante. 26,363,074
1798 — Selon M. Prony 26,048,254
1799 — Selon M. Depère. 28,810,691
1815 — Suivant le traité de paix. 29,256,709
1820 — Calculs administratifs. 30,451,100
1827 — Recensement officiel. 31,851,545
1832 — id. id. 32,560,934
1833 — id. id. 32,746,948
1832 — id. id. 34,194,879
1846 — id. id. 35,400,486

Ce tableau ne laisse aucun doute sur la progression incessante de la population, progression qui a résisté à des guerres longues et acharnées, à l'émigration et au choléra. Il suffit de le méditer pour se convaincre qu'avant peu d'années, malgré les guerres et épidémies, la France en sera surchargée, surtout si portant nos regards vers les productions alimentaires, nous acquérons la triste persuasion qu'elles augmentent pas dans la même proportion.

Sans doute, depuis la révolution de 89, la terre, par

suite de sa division, produit en masse beaucoup plus que ce qu'elle produisait, mais on serait dans l'erreur si on croyait qu'elle produit plus de blé. Les premiers cultivateurs qui ont introduit des cultures nouvelles, telles que navette et garance, ayant réalisé de grands bénéfices, beaucoup d'autres ont voulu les imiter et ont abandonné les céréales. À cette tendance spontanée se sont jointes les exhortations des agriculteurs de cabinet, qui étudiaient l'agriculture dans le jardin du Palais-Royal et qui s'enquerraient des besoins du peuple dans le faubourg de la chaussée d'Antin. Ils ont écrit dans leurs feuilles, ils ont proclamé dans leur société royale, composée de citatins parisiens, qu'il n'y avait rien de plus absurde que de vouloir faire produire à la terre du froment ou du seigle. Des ce moment, les cultivateurs lettrés, les agronomes ont commencé à faire de l'opposition aux céréales; ils ont traité de stupide le paysan qui rendait quelque culte à la *Blonde Cérès*, et peu à peu le sol français s'est couvert de vignobles, de navette, de garance, de chardons à fouler et de betteraves à sucre.

D'un autre côté les grandes routes élargies, les chemins vicinaux percés agrandis, les canaux, les voies ferrées, les immenses usines se multipliant, partant ont enlevé de vastes et féconds terrains à l'agriculture. Les grands esprits se riraient des châtiments remarqués d'un homme qui veut économiser des bouts de terrains comme les bonnes femmes économisent des bouts de chandelles. Aujourd'hui surtout on est prodigieusement rétrograde quand on parle d'économie, et chacun pour se faire des partisans propose des dépenses nouvelles; aussi les demandes de crédit se multiplient sans cesse; le gouffre s'élargit; chaque ministère y jette une portion de la fortune publique comme pour attester son amour du progrès et sa générosité. Plutôt que de passer pour stationnaire, on achète des oiseaux et des hommes en ciré, on crée dans toutes les bonnes villes des cours que personne ne suit; demain il faudra indemniser les maîtres de poste comme si l'industrie n'avait pas de chances; bientôt il faudra indemniser les colons comme si depuis les déclarations de la constituante ils ne savaient pas que l'homme noir ou blanc n'est pas une marchandise. Bernardin de Saint-Pierre se plaignait déjà, il y a soixante-cinq ans, du gaspillage des terrains. On dira sans doute que Bernardin de Saint-Pierre n'était pas progressif, mais il n'est pas moins vrai qu'il fut l'auteur des *Études de la nature* et le penseur le plus ingénieux de son temps.

Sans doute, il faut des voies de communication comme il faut des arsenaux industriels, mais il est bon de signaler ce que l'agriculture a perdu afin de ne pas laisser subsister trop d'illusions sur la prétendue augmentation des céréales.

Voici l'étendue de nos routes en France: Routes royales 34,290 kilomètres. id. départementales 42,736 id. id. à l'état d'entretien 29,698 id. id. communales classées 52,975 id.

Total 159,699 kilomètres.

Dans l'ancien régime il n'existait pas plus de 24,000 kilomètres de routes construites par Louis XIV et par Louis XV; aujourd'hui nous en avons 159,699, c'est-à-dire 135,699 de plus, en supposant que ces nouvelles voies aient dix mètres en largeur moyenne, elles auraient enlevé à l'agriculture 135,699 hectares qui, à raison de 10 hectolitres, donneraient 1,356,995 hectolitres.

En admettant que les 24,000 kilomètres de routes anciennes aient été élargies de 4 mètres, cette opération a enlevé à la culture 9,600 hectares ou 96,000 hectolitres de grains.

Nos chemins de fer ont déjà une étendue de 4470 kilomètres; en supposant que leur largeur moyenne soit de 30 mètres, ils nous enlèveraient 13,410 hectares produisant 134,000 hectolitres.

L'ancien régime ne comptait pas plus de 1,137 kilomètres de canaux. Il en a été construit récemment une longueur de 2,460 kilomètres, auxquels on peut attribuer une largeur moyenne de 30 mètres, ce qui prive encore la culture de 6,390 hectares ou soit 73,800 hectolitres.

D'après les documents administratifs, il existe en France deux millions d'hectares plantés en vignes. Si on admet que la culture de la vigne a été doublée depuis l'ancien régime, c'est encore un million d'hectares enlevés aux céréales ou soit 10,000,000 d'hectolitres.

Nous ne sommes pas aussi riches en prairies que nous devrions l'être, et cependant depuis l'établissement



L'INSULAIRE FRANÇAIS

JOURNAL POLITIQUE ET LITTÉRAIRE. — FEUILLE D'ANNONCES LÉGALES.

PRIX DE L'ABONNEMENT pour la Corse : Un An 16 fr., Six mois 8 fr., Trois mois 4 fr. — Pour le Continent français 18 fr. par an — Pour l'Etranger 20 fr. On s'abonne à Bastia au bureau du Journal et à Paris à l'Office Corresp. de L'Éclair, rue N. D. des Victoires 46 (place de la Bourse) où l'on reçoit les annonces. Le Prix des Annonces est de 35 centimes la ligne. Les lettres non affranchies seront refusées.

BASTIA (CORSE).

La chambre des pairs devait discuter le projet de loi relatif à l'organisation générale à donner aux prisons. Il s'agit d'appliquer à la France, d'une manière uniforme, le système pénitentiaire, avec les modifications commandées par nos mœurs et par l'expérience. La maladie de M. le ministre de l'intérieur a fait retarder ce projet de l'ordre du jour et l'a fait renvoyer à la session prochaine. Ce retard est fâcheux, car il s'agit d'une question importante, agitée depuis longtemps et depuis longtemps aussi à l'étude. La chambre n'ayant plus d'autre matière à l'ordre du jour a décidé, sur les vives instances de M. le ministre de l'instruction publique, qu'elle examinerait le projet de loi relatif à la profession et à l'enseignement de la médecine. Le projet a suscité de vives oppositions et la commission lui a fait subir d'importantes modifications. Cette matière est neuve, étrangère à la compétence et aux habitudes du pouvoir législatif. Il n'est donc guère probable que cette discussion aboutisse cette année à un résultat. Dans tous les cas la chambre des députés n'aura ni le temps ni la volonté de la discuter, la session étant trop avancée. Toutefois cette discussion préparatoire ne sera pas inutile. Elle jettera quelque jour sur l'objet du projet et rendra plus faciles les débats qui seront repris plus tard. Deux dispositions fondamentales ont été attaquées en termes assez vifs, quoique parfaitement convenables, par M. Cousin. Le concours pour les nominations des chaires de l'enseignement et la suppression des officiers de santé ont attiré surtout ses critiques. Le concours de grands inconvénients, il éloigne les hommes capables, qui ont fait leurs preuves et qui redoutent de compromettre leur réputation avec de jeunes médecins, qui n'ont rien à perdre à ces rudes épreuves, qui supposent plus de mémoire, plus d'aplomb et d'audace que de talent véritablement sérieux. D'ailleurs, comme l'a montré M. Cousin, les juges eux-mêmes, quoique pris parmi les professeurs, ne sont pas toujours très-compétents pour juger les concurrents; leurs études n'ayant point eu pour but la chaire particulière mise au concours.

Quant aux officiers de santé, de sérieuses objections peuvent être faites contre leur suppression. Les jeunes gens qui visent au doctorat savent à quel ils se condamnent, ou plutôt quels sacrifices ils s'imposent. Il faut de longues études, des dépenses considérables pour arriver au doctorat. Une fois ce grade obtenu ils espèrent trouver dans leur clientèle une compensation à ces sacrifices. Or la trouveront-ils cette compensation dans les villages? Évidemment non, ni sous le rapport des avantages pécuniaires, ni sous celui des avantages de la société, de leur entourage: il est donc à peu près certain que les médecins continueront à désertir les villages et leur préféreront les villes. Les habitants des campagnes, auxquels dans un but louable on veut préparer des docteurs, se trouveront donc privés, par le fait, de médecins et seront exposés à subir toutes les conséquences du charlatanisme qui exploitera leurs souffrances et leur crédulité. Les officiers de santé au contraire pouvaient avoir une ambition plus modeste que les docteurs, parce que les sacrifices à faire pour obtenir ce titre sont moins considérables et ne point reculer par là même devant leur installation dans un simple village. Trois ans d'étude suffisent à peu près pour un officier de santé. Pour le doctorat il n'en est plus de même, il faut des grades littéraires, scientifiques avant de pouvoir aborder les facultés. Ces grades ne sont la conséquence que de sept à huit années d'études préliminaires. Si l'organisation actuelle des officiers de santé ne présente pas toutes les garanties désirables, on peut fortifier leurs études préliminaires et obtenir, dans la composition des jurys, plus de garantie et de sévérité, de manière à obtenir des praticiens qui inspirent toute confiance. Si l'on supprime les officiers de santé, il n'est guère probable que le nombre des docteurs augmente dans la même proportion; il y aura donc pénurie de médecins: sur vingt mille qui exercent aujourd'hui, on compte huit mille officiers de santé et l'on a calculé que pour satisfaire à peu près aux besoins du pays, il faudrait recevoir chaque année cinq cents docteurs. Or on n'en admet que trois cents à peu près. Est-il probable que ceux qui aspirent aujourd'hui au titre d'officier de santé pourront diriger leur ambition vers le doctorat? Il est permis d'en douter. Cette difficulté est donc grave et mérite un sérieux examen.

La chambre des députés poursuit ses travaux avec activité, elle a voté cette semaine plusieurs projets de loi. Un entre autres a pour but de modifier la loi de 1832 qui avait établi que tous les emplois dans l'armée seraient donnés les deux tiers à l'ancienneté et un tiers au choix. Le projet établit que pour les emplois spéciaux, d'adjudant-major, d'officier comptable, d'habillement, on pourra nommer directement à ces emplois des lieutenants dans la proportion de la moitié par choix. On se plaignait que le corps de capitaines ne présentait pas toujours une latitude assez grande pour la collection de ces grades ou emplois.

M. le maréchal Bugeaud s'est décidé à renoncer au commandement de l'Afrique. C'est là une résolution fâcheuse. M. Bugeaud a fait beaucoup pour l'Afrique, il connaissait le pays, était aimé de l'armée dont il avait mérité la confiance, il pouvait faire encore longtemps le bien, mais six ans de combats, de fatigues inouïes lui font un besoin du repos. Plus que ces fatigues elles-mêmes, l'injustice dont il a été victime de la part de la presse, les défections qu'une portion de la chambre des députés lui a témoignées, les difficultés de tout genre qu'on lui a suscitées l'ont dégoûté et découragé. Nous sommes ainsi fait en France que nous nous impatientons de voir toujours le même homme aux affaires. Nous aimons la nouveauté et le changement. Puisse la retraite de l'illustre maréchal, qui donne satisfaction à cet amour d'innovation, ne pas être funeste pour la colonie qu'il a si énergiquement défendue depuis six ans.

Les bateaux à vapeur le *Napoléon*, de l'administration des postes, et le *Bonaparte*, de la compagnie Valéry, tous les deux de la force de 120 chevaux et à hélice, sont arrivés hier matin à Bastia venant de Marseille. C'était pour la première fois que ces deux bâtiments effectuaient ensemble le trajet. Leur marche supérieure est suffisamment reconnue et nous avons ainsi, dans notre port, les deux premiers marcheurs de la Méditerranée. Aussi une foule considérable se pressait-elle sur le môle pour l'arrivée de ces deux magnifiques steamers. Il est vrai de dire que le *Bonaparte*, quoique ayant son chargement entier, sorti du port de Marseille après le *Napoléon*, est entré à Bastia une demi-heure avant.

Depuis longtemps il arrive des accidents déplorables dans la construction des nombreuses maisons qui s'élèvent sur la Traversée. Ces accidents sont de nature à appeler vivement l'attention de la police. L'on ne saurait laisser les entrepreneurs ou les ouvriers eux-mêmes jouer si imprudemment avec l'existence. Il est bien évident que les accidents si nombreux, et qui ont causé ou la mort à plusieurs personnes ou des blessures graves, pourraient être prévenus en prenant les précautions les plus ordinaires. Si les échafaudages étaient plus solides, la surveillance plus active, la prudence plus grande, il serait aisé d'aller au devant du retour de malheurs du genre de ceux que nous déplorons. Cette semaine encore une partie de la corniche d'une maison en construction sur la Traversée s'est écroulée et a entraîné dans sa chute un ouvrier qui on a relevé horriblement mutilé et ne donnant plus signe de vie. Fort heureusement que personne n'a été atteint. C'est au moins le sixième événement de ce genre qui a lieu en quelques mois. Il devient dès lors urgent de prendre des mesures de précautions et de surveillance dont l'humanité fait un devoir et que réclame la sécurité publique.

Par décision de M. le ministre des travaux publics, M. Plassiard, ingénieur ordinaire des ponts et chaussées de 1^{re} classe, actuellement attaché au service du département de la Moselle, remplira les fonctions d'ingénieur en chef de la Corse, en remplacement de M. Müntz.

La décision du 3 mai qui chargeait M. Cantaloube de Marmia de ce service est rapportée.

M. Russ, ingénieur ordinaire actuellement attaché au service du département de la Corse, sera chargé du service de l'arrondissement de la Saverne, dans le département du Bas-Rhin.

M. Jerzmanowski, conducteur embrigadé de 3^e classe, employé au service du même département, se rendra dans le département de Seine-et-Marne.

— Par ordonnance royale, M. Nicolin Francis-Marie de Bastia, enseigne de vaisseau, qui fut blessé dans la dernière affaire d'Obligado, a été nommé chevalier de la légion d'honneur.

— M. Bontault, lieutenant-colonel du génie, directeur des fortifications de la Corse, est arrivé à Ajaccio par le dernier paquebot de la correspondance.

— Par décision de M. le ministre de l'instruction publique en date du 7 avril dernier, des récompenses honorifiques ont été accordées aux instituteurs et institutrices dont le noms suivent :

Officier d'Académie.

Médaille d'argent.

Sœur Victorine, institutrice privée à Bastia.

Degré élémentaire.

Rappel des médailles d'argent.

Bontoux, instituteur public à Corvione.

Sœur St-Alphonse, institutrice à Ajaccio.

Garelli, instituteur public à Venozasca.

Médaille d'argent.

Fieschi Poupée, instituteur public à Olmeto.

Médailles de bronze.

Giordani Joseph, instituteur public à Belgodera.

Frère Théodore, directeur de l'école chrétienne de Corte.

Mentions honorables.

Sœur Marie de Figaro, institutrice à Olmeto.

Ferrandi Jean, instituteur public à Castifao.

Pompei Innocent, instituteur public à Quercitello.

Sœur Marie-Pièce, institutrice à Calvi.

Bonifazi Dominique, instituteur public à Orto.

Ricci Pascal, instituteur public à Pescovato.

Renucci Dominique, instituteur public à Arbella.

SALLES D'ASILE.

Médaille de bronze.

Sœur Marie-Philomène, surveillante d'asile à Ajaccio.

Parmi le petit nombre de braves que nous a coûté l'affaire des Beni-ben-Abbes, nous citerons avec regret le jeune Brignole, issu d'une famille honorable de la Corse; il était cousin germain de M. Giacobbi, conseiller à la cour royale d'Alger, et de M. Giacobbi, lieutenant dans le bataillon des tirailleurs indigènes d'Alger. Sergent-fourrier dans ce bataillon, Brignole, à l'attaque d'un village des Beni-ben-Abbes, s'est élancé le premier, le fanon de sa compagnie à la main, sur l'ennemi. Frappé d'une balle à la poitrine, il s'est écrié :

« Ce n'est rien, mes amis, avancez toujours, et faites savoir à mon père que je meurs de la mort du soldat. Vive la France ! »

Le chef, les officiers de son corps, et plus de deux mille militaires de toutes armes et de tous grades, ont accompagné le malheureux jeune homme à sa dernière demeure. Sa tombe a été creusée sous un olivier, à proximité d'un village dont on venait de se rendre maître.

Un des camarades de Brignole a pris la parole et s'est exprimé en ces termes :

« Messieurs,

« Brignole est tombé hier au milieu de nous en criant : Je meurs de la mort du soldat, vive la France ! Cette mort est digne de sa vie; car il n'est aucun de nous qui ne sache que Brignole était un brave soldat, et un excellent sous-officier; aucun de nous qui n'ait applaudi aux récompenses qui lui étaient si justement, si légitimement réservées ! »

« Au 20^e léger, comme aux tirailleurs indigènes d'Alger, Brignole n'a laissé que d'honorables souvenirs, et si quelque chose peut adoucir nos regrets, c'est de penser qu'il est mort au champ d'honneur, et de la mort des braves. »

« Adieu, Brignole ! au nom de ta famille inconsolable, au nom de tes amis et de tes camarades, adieu !... »

L'avis ci-dessus est donné pour remplir le vœu des articles 16, 17, 18 et 19 de la loi du 3 mai 1831.

Le sous-préfet de Calvi,
J. A. POMPEI.

A VENDRE

Des plantes d'agrément et de fleurs en vases. S'adresser à M. Louis Lavondès à Bastia.

ÉTAT CIVIL DE LA VILLE DE BASTIA

Pendant le mois de mai 1847.

NAISSANCES.

Molinelli, Angeline, rue Droite. — Canessa, Augustin, rue de la Paroisse. — Bonelli, Marie-Dominique-Philomène, rue du Vieux Marché. — Bartoli, Assomption, fille naturelle reconnue, rue St-Charles. — Riboldi, Anastasie, rue du Guadello. — Sanci, Jean, rue des Zéphirs. — Molinelli, Michel, rue du Pontotto. — Giuseppe, Marie-Josephine, rue St-Joseph. — Oliva, Sébastien, rue Napoléon. — Sbragia, Jean-Charles, rue des Jésuites. — Zerga, Crucien-Sauveur, rue des Terrasses. — Ramelli, Marie-Anne, rue de la Traversée. — Dechenoux, Fanny-Désirée, rue St-Erasme. — Saoli, Roch-François-Émile, rue St-Charles. — Lusinchi, Toussaint, rue Spinola. — Sigorani, Marie-Louise, rue Napoléon. — Antoni, Jean Mathieu, rue Napoléon. — Modena, Romulus, rue des Jésuites. — Rossi, Thérèse, Scale di Serone. — Spagnoli, Joseph-François-Marie, rue Campanari. — Rouille, Marie-Amélie, rue de la Traversée. — Vivaldi, Pierre-Dominique-Jean-Baptiste, rue de la Traversée. — Caraccioli, François, hospice civil. — Giannò, Laurent, rue du Vieux Marché. — Marchetti, Michel-Angé, fils naturel reconnu, rue St-Joseph. — Milanti, Pierre-François-Marie-Alphonse, rue Neuve. — Provenzano, Sauveur-Athanase, fils naturel reconnu, rue St-Joseph. — Pellegrini, Marie-Annonciade-Magdeleine, rue Droite. — Gaffori, Tiburce, Hyacinthe, rue des Jésuites. — Ambroselli, François, rue des Terrasses. — Paris, Antoine François, rue la Chiappa. — Guaitella, Marie-Catherine, rue de la Traversée. — Deneri, Marie-Julie, rue de la Traversée. — Giudicelli, André-Venenzio, rue du Môle. — Camugli, Julie-Thérèse-Elisabeth, rue Napoléon. — Bernardi, Jean-Baptiste, rue Napoléon.

Total 46, dont 4 enfants naturels non reconnus et 4 enfants trouvés.

MARIAGES.

Vanni, Adrien-Benoît, briquetier, 35 ans, et dame Riva, Assomption, menagère, 35 ans. — Franchi, Toussaint, marin au service des douanes, 28 ans, et demoiselle Patonni, Marie-Thérèse, menagère, 18 ans. — Piola, Laurent, marin, 19 ans, et demoiselle Costa, Cécile, menagère, 16 ans. — Nicolini, Jean-Baptiste, marin, 31 ans, et demoiselle Luciani, Pasqua-Marie, menagère, 24 ans. — Sisco, Pierre-Paul, marin, 34 ans, et demoiselle Lamberli, Marie, menagère, 26 ans.

Total 5.

DÉCÈS.

Rogliano, Victoire, menagère, 63 ans mariée, rue St-Charles. — Chiappe, Jean-Louis, marin, 72 ans marié, rue des Zéphirs. — Cartesi, Jeanne-Marie, menagère, 70 ans, veuve, rue du Vieux Marché. — Donaud, Magdeleine, menagère, 63 ans fille, hospice civil. — Valéry, Antoine-Vincent, étudiant, 23 ans, garçon, rue des Jésuites. — Rossi, Marie, 16 mois, rue du Guadello. — Santini, François 8 jours, rue de l'Évêché. — Lorenzi, Marie-Lucie, 5 mois rue Napoléon. — Giovanetti, Jean-Nigrósé, 69 ans, canonier-vétérinaire, hôpital militaire. — Panni, Charles-Louis, 3 ans, rue des Jésuites. — Figarelli, Anne-Marie, propriétaire, 95 ans, veuve, rue du Môle. — Natalini, Marie-Catherine, menagère, 17 ans, fille, rue St-Joseph. — Giannò, Paul, 2 ans, rue du Vieux Marché. — Luzzi, Antoine-Joseph, 2 ans, rue St-Erasme. — Belgodere, Magdeleine, 7 ans, rue de la Chiappa. — Castelli, Hippolyte, 1 mois, rue Napoléon. — Saja, Ferdinand, laboureur, 19 ans, hospice civil. — Vinciguerra, Paris, fils naturel, 10 ans, rue St-Joseph. — Ersi, Dominique, vigneron, 60 ans, marié, hospice civil. — Paganani, Jean-Baptiste, marin, 67 ans, marié, rue Napoléon. — Quilici, Antoine-Jean, 11 mois, rue de la Chiappa. — Carli, Marie, menagère, 35 ans, mariée, rue Droite. — Testa, Marie-Lucie, 6 ans, rue de la Traversée. — Monegna, Angeline-Marie, veuve, 75 ans, mariée, rue Napoléon. — Scibani, Marie, menagère, 24 ans, rue Notre-Dame. — Graziani, Marie-Catherine, 26 ans, célibataire, hospice civil.

Leonetti, Marie-Appollonie, couturière, 20 ans, rue St-Joseph. — Farinola, Marie-Anthonette, institutrice, 69 ans, rue des Jésuites. — Sabbatini, Letice, 2 ans, rue St-Jean. — Ceccaldi, Assomption, 3 ans, rue de la Paroisse. — Luciani, Don-Pierre, fusilier au 10^e de ligne, hôpital militaire. — Agostini, Marguerite, menagère, 35 ans, hospice civil.

Total .

PAQUEBOTS À VAPEUR FRANÇAIS.



Services réguliers entre la Corse, Marseille, l'Italie et la Sardaigne, touchant à Bastia.

Le bateau à vapeur LE TÉLÉGRAPHE, de la force de 60 chevaux, commandé par le capitaine Bertocci, partira de Bastia pour Ajaccio le 8 juin à 5 heures du matin, il relâchera à l'île-Rousse et Calvi et arrivera à Ajaccio le soir du même jour.

Il repartira d'Ajaccio pour Bastia le 9 à 6 heures du soir relâchant de même à Calvi et l'île-Rousse.

Le superbe paquebot à vapeur en fer et à hélice, le BONAPARTE, sortant des ateliers de MM. Benet et Compagnie de La Ciotat, et de la force de 120 chevaux commandé par le capitaine Cambiaggio, partira de Bastia pour Livourne le 9 courant au matin, aussitôt après son arrivée de Marseille. MM. les voyageurs trouveront à bord de ce beau navire tous les soins et toutes les commodités désirables.

Ce même bateau partira de Bastia pour Marseille le vendredi 11 courant, à 9 du matin.

NOTA. La nouvelle construction du beau paquebot à vapeur en fer le Comte de Paris, assurera désormais le service régulier entre les continents français et italien.

Le bateau à vapeur LA LETIZIA, de la force de 80 chevaux, commandé par le capitaine Lota, partira de Bastia pour Portoferrato le 9 juin, à 4 heures du soir, et il repartira de Portoferrato pour Bastia le 12 à 4 heures du soir.

PORT DE BASTIA.

ARRIVÉES.

Toulon, 27 mai, bateau St Etienne, de 34 tx, c. Bernard plâtre.

Livourne, 28 id. bat. à vap. Letizia, de 74 tx, c. Lota, blé.

Barcelonne, 28 id. chasso-marrée espagnol, c. N..... en lest.

De la plage, 28 id. bateau Jeune Cléante, de 21 tx, c. Petit, planches.

De la plage, 30 id. brick Migliacciaro, de 125 tx, c. Guaitella, charbon.

Marseille, 31 id. bat. à vap. Commerce de Bastia, de 101 tx, c. Bugiani, diverses.

Follonica, 31 id. brick-goël. Charité, de 81 tx, c. Grasso, charbon.

Rio, 31 id. brick-goël. Robertine, de 49 tx, c. Ghisa, minéral.

Livourne, 1^{er} juin bat. à vap. Télégraphe, de 53 tx, c. Bertocci, passagers.

Rio, 2 id. brick-goël. St Antoine, de 48 tx, c. Mecolin, minéral.

Naples, 2 id. balancelle St Henri, de 48 tx, c. Mattarosso, en lest.

Marseille, 2 id. bat. à vap. Bonaparte, de 120 chev. c. Cambiaggio, diverses.

Marseille, 2 id. paquebot. Ajaccio, de 120 chev. c. Blanc, lieutenant de vais. dépêches.

DÉPARTS.

Rio, 27 mai brick-goël. Robertine, de 49 tx, c. Ghisa, en lest.

Marseille, 28 id. paquebot Ajaccio, de 120 chev. c. Blanc, lieutenant de vais.

Marseille, 28 id. bat. à vap. Bonaparte, de 120 chev. c. Cambiaggio, passagers.

Livourne, 29 id. bat. à vap. Télégraphe, de 53 tx, c. Bertocci, passagers.

A la plage, 29 id. brick-goël. Antoinette, de 51 tx, c. Belgodere, en lest.

A la plage, 29 id. bateau Jeune Cléante, de 21 tx, c. Petit, en lest.

Portoferrato, 2 juin bat. à vap. Letizia, de 74 tx, c. Lota, passagers.

Livourne, 2 id. bat. à vap. Commerce de Bastia, de 101 chev. c. Bugiani, passagers.

Le Gérant N. TARTAROLI.

BASTIA. — IMPRIMERIE PARANI.

ment d'un assez grand nombre de canaux d'irrigation, elles se sont étendues d'un huitième ou soit de 500,000 hectares. On dit à satiété que les pâturages augmentent les récoltes de blé en permettant d'avoir plus de bestiaux et par conséquent plus d'engrais; c'est une vérité incontestable surtout à l'égard des fourrages intercalaires, mais il n'en est pas moins vrai que jusqu'à présent l'augmentation des bestiaux et de leurs engrais est si imperceptible que ce n'est pas le blé qui en profite et qu'ils suffisent à peine à féconder les prés eux-mêmes, les jardins et les terrains consacrés aux cultures de choix. Les nouveaux prés ont donc enlevé encore aux céréales 500,000 hectares ou soit 5,000,000 d'hectolitres.

Nous sommes loin de blâmer les agriculteurs de tenter en dehors des céréales les essais qui leur paraissent utiles, et nous sommes d'autant moins disposés à les blâmer que nous savons que l'intérêt individuel fait bien connaître les besoins de la consommation, mais, à notre point de vue, il convient de constater que les céréales n'ont pas suivi la progression des autres produits du sol.

Voici le relevé des pertes de terrain qui affectent uniquement les céréales puisque les récoltes accessoires trouvent toujours leur place d'après les convenances du producteur.

Sur les routes nouvellement construites.	1,356,990 h.
Sur l'élargissement des anciennes . . .	96,000
Sur les chemins de fer	134,000
Sur les canaux	73,800
Sur les terrains convertis en vignobles.	10,000,000
Sur les prairies permanentes	5,000,000

Total. 16,660,790 h.

A ceux qui contrediront cette évaluation nous répondrons qu'elle est certainement au-dessous de la réalité. S'ils parcourent le centre et le nord de la France ils verront que la culture de la vigne a plus que doublé depuis trente ans. A l'appui de cette assertion, nous rappellerons ce qu'a dit M. de Gasparin dans la dernière séance solennelle de l'Académie des Sciences. Soivant lui, la baisse du prix des céréales de 1819 à 1827 a décidé les propriétaires du Midi à planter en vigne la moitié de leurs plaines. Si quelqu'un, disons-nous, pouvait contredire nos évaluations, nous leur rappellerions que dans cette même région de la France, les torrents étendent de plus en plus leurs ravages, que les montagnes se dénudent et que les bas-fonds se couvrent de leurs débris; que d'un bout à l'autre du royaume les débordements répétés des fleuves et rivières envahissent les plus féconds terrains, tandis que les chemins vicinaux, les innombrables usines, l'agrandissement des villes, les fortifications et mille autres ouvrages d'utilité ou d'embellissement occupent aussi des terres qui jadis produisaient beaucoup de blé.

Quant à nos chiffres, ils sont aussi approximatifs que possible, mais il serait déraisonnable d'élever une controverse minutieuse sur chacun d'eux, notre intention étant moins d'offrir au lecteur une statistique précise qu'une base de calcul pour arriver à la démonstration que nous cherchons. Si des objections pouvaient être faites sur quelque point, nous ferions observer qu'il y a toujours lieu de maintenir l'ensemble de nos données à cause de la modération des chiffres. C'est ainsi que nous avons porté le produit moyen d'un hectare seulement à 10 hectolitres, quoiqu'en France la moyenne soit de 12; c'est ainsi encore que nous n'avons pas estimé plus haut le produit des terrains occupés par les canaux qui étant les plus riches de notre sol, pourraient être portés à 20 hectolitres. Nous avons préféré rester en-dessous de la réalité afin d'avoir une compensation à offrir pour le cas où l'on dirait que tous les terrains enlevés à l'agriculture ne l'ont pas tous été aux dépens des céréales. G. N.

ANNONCES ET AVIS DIVERS.

VENTE AU PROFIT DE L'ÉTAT.

Par acte du dix-huit mai mil huit cent quarante sept, enregistré et transcrit, passé pardevant M. le sous-préfet de l'arrondissement de Calvi, le Sieur Savelli, Toussaint, propriétaire à Corbora, a cédé à l'Etat, pour la construction de la route royale occidentale n° 199, d'Ajaccio à Bastia deux ares quarante-six centiares de terrain labourable, situé au lieu dit Varangone, pour prix et valeur de quatorze francs soixante-seize centimes, non compris quatre-vingt-dix francs pour destruction d'un olivier.

NOUVELLES DIVERSES.

Le paquebot à vapeur le *Phaéton*, de la compagnie Bazin Frères, entré le 1^{er} juin à Marseille apportait le courrier d'Alger qui contenait la complète pacification de la Kabylie et la confirmation de la retraite du maréchal gouverneur.

La grande Kabylie vient d'entrer sous notre domination. M. le maréchal duc d'Isly et M. le lieutenant-général Bédouin ayant achevé de la parcourir dans ses deux directions principales, ont opéré leur jonction sous les murs de Bougie; et là, de nombreux chefs ont reçu le boursoin d'investiture.

Cette contrée paraît la plus riche, la plus industrieuse, la plus peuplée de l'Algérie. Elle était, en outre, la seule d'une étendue un peu notable, qui fût restée indépendante.

En même temps, MM. les généraux Cavaignac et Renault parcoururent les confins du désert; MM. les généraux Herbillon et Jusuf ont visité d'autres points. Tous leurs rapports s'accordent à représenter comme parfaitement soumises les tribus sahariennes, celles des oasis et des ksours.

L'intérieur est tranquille. Ainsi, dans ce moment, depuis la frontière du Maroc jusqu'à celle de Tunis, depuis la Méditerranée jusqu'à la mer de sable, l'autorité française règne incontestée sur toute l'Algérie.

M. le maréchal duc d'Isly rentre en France. Il a prié M. ministre de la guerre de vouloir bien pourvoir à son remplacement.

La durée de son gouvernement rempli de faits qui appartiennent à l'histoire, a dépassé six ans. Son départ aura lieu le 5 juin.

On assure que, par suite des révélations faites lors du jugement du lieutenant de vaisseau Cormier, il est question de traduire devant un conseil de guerre le contre-amiral Montagnes de la Roque, qui a commandé toutes les manœuvres lors de la perte de la frégate à vapeur la *Carabée*.

Les nouvelles qui nous arrivent des départements sont toutes d'accord pour annoncer que la récolte se présente admirablement. La continuation du beau temps donne les plus belles espérances.

Mardi dernier, trois matelots et une femme couverts de blessures, les bras affreusement brûlés, sont arrivés à Inverness (Ecosse), venant du port de Wick. Ces malheureux appartenaient au navire américain le *Swan*, de Baltimore, brûlé en mer, non loin des côtes de la Grande-Bretagne, au commencement de ce mois. Voici les détails que le *Courrier d'Inverness* dit tenir de la bouche même des naufragés sur cet événement.

« Le trois-mât le *Swan*, du port de quatre cent à cinq cents tonneaux, se rendait de Valparaiso à Leith avec un chargement de suif et cuirs. Son équipage, y compris l'état-major, le capitaine Williamson et la fille de chambre, se composait de quinze personnes; il n'avait que trois passagers.

« Le 3 ou 4 mai (ces pauvres gens ne se rappellent pas précisément la date) le navire se trouvait au large des Hébrides, quand le maître-d'hôtel descendit dans l'entrepont tirer du rhum pour quelques matelots qui étaient malades. Malheureusement au moment où il débordait la barrique, sa chandelle se renversa sur un paquet d'étoupe, placé entre deux tonneaux, et le feu se communiqua presque instantanément à la liqueur qui inondait le plancher. Il était une heure du matin. La flamme, activée par les matières combustibles renfermées dans l'entrepont, se répandit en un moment par tout le navire, où la cargaison lui offrait de nouveaux aliments. L'embrasement fut si rapide qu'à peine quelques matelots eurent-ils le temps de monter à demi-nu sur le pont. Tous ceux qui se trouvaient couchés, à cet instant terrible, furent asphyxiés dans leur lit.

« Le capitaine vit bien du premier coup-d'œil que tout espoir de sauver son navire était perdu; aussi s'occupait-il d'organiser le sauvetage, qui devenait de plus en plus difficile. Les flammes, en effet, poussées par un vent assez violent, sortaient en masses énormes par les écoutilles et allaient embraser les agrès qui retombaient en pluie de feu sur le pont. Ce ne fut que vers une heure et demie du matin qu'on parvint, non sans peine et sans de cruelles blessures, à mettre le grand canot à la mer. La fille de chambre et six matelots s'embarquèrent, ils n'attendaient plus que le capitaine et le second pour s'éloigner du navire incendié; mais ceux-ci, espérant sauver les papiers du bord, voulurent tenter encore de pénétrer dans la chambre;

cependant, soit qu'ils aient été asphyxiés ou soient tombés dans le cale, on ne les revit plus sur les naufrages du *Swan*.

« Le *Swan* était brûlé jusqu'à la flottaison. Il faisait gros mer, et les malheureux, qui n'avaient pu prendre que quelques biscuits, errèrent au gré des vents pendant deux jours, sans pouvoir se guider vers la côte. Enfin, après soixante heures de souffrances, ils furent rencontrés à quarante milles au large de la Baie de Louis; et recueillis par le *Greenock*, de Glasgow, qui les débarqua à Wick. Trois d'entre eux, incapables de venir jusqu'ici, sont restés à l'hôpital dans ce port.

« Le nombre des victimes du sinistre s'élève donc à onze: le capitaine, le second, le contre-mâtrot, le maître d'hôtel, les trois passagers et quatre matelots.

« Le différent greco-turc n'a pas reçu encore de solution; mais comme la rupture des relations diplomatiques, n'a entravé en rien les opérations commerciales, le public commence à ne plus s'en occuper sérieusement. Du reste, tout le monde à Constantinople s'attend à un dénouement pacifique.

« Le 7 mai on a terminé le licenciement annuel de troupes. Le lendemain, ont été lancés deux frégates à vapeur, au milieu de la plus grande pompe. Le corps diplomatique avait été convié à cette brillante fête. Le sultan ayant remarqué l'absence de l'ambassadeur de France, absence motivée par les soins que réclamait encore l'état de Mme la baronne de Bourqueville par suite de ses couches récentes, fit appeler M. Cor, premier interprète de l'ambassade, et lui exprima dans les termes les plus affectueux tous les regrets qu'il en éprouvait.

« On dit que le choléra s'est de nouveau montré dans l'Azerbaidjan, le Mazendéran et le Guilan; mais rien de positif n'est venu confirmer une pareille nouvelle; il paraît cependant certain que cette maladie existe sur les bords de l'Araxe et dans les environs de Bayazid, mais sans beaucoup d'intensité. On craint que le choléra ne pénètre cette année en Europe.

« La frégate à vapeur française le *Titan*, chargée de remorquer aux Dardanelles les bâtiments destinés à transporter des céréales en France, est arrivée à Constantinople jeudi dernier. Les vents du sud qui régnent depuis quelques jours, rendaient inutile la présence du *Titan* aux Dardanelles, et cette frégate est venue ici aider le *Cucur* à remorquer dans le Bosphore les bâtiments qui ont chargé des grains dans la mer noire.

« Le *Moniteur Parisien* publie l'état suivant de l'importation des grains depuis le 1^{er} juillet 1846 :

du 1 ^{er} juillet au 31 décembre 1846	2,549,999 h.
Janvier, 716,925 h.; février, 736,848 h.	
Mars, 1,064,375 h.; avril, 1,635,054 h.	
Ensemble.	4,153,262
Première quinzaine de mai : Océan,	331,815 hect.;
Méditerranée, 249,859 h.;	
frontières de terre, 48,201 h.	
Ensemble.	612,875

Total depuis le 1^{er} juillet 1846. 7,308,306 h.

« La commission chargée d'examiner la proposition de M. Remilly, relative à l'établissement d'une taxe sur la race canine, a terminé son travail. Repoussant complètement l'idée de créer un impôt général au profit de l'Etat, la commission propose de faire décider par les conseils généraux la nécessité de l'établissement de la taxe sur les chiens dans toutes les communes d'un même département. Néanmoins lorsque les conseils généraux n'auront pas émis un avis favorable à l'application de la taxe, les communes, autorisées par les préfets, pourront l'établir.

« La commission ne considère pas cette taxe comme un véritable impôt, mais bien comme un moyen efficace d'assurer l'exécution des mesures de police et d'hygiène.

« On écrit des îles d'Hyères le 27 mai : Ayant hier, 25, à dix heures du matin, l'escadre aux ordres de M. le vice-amiral prince de Joinville a pris son mouillage ordinaire des îles; elle avait quitté Toulon le même jour. Vers les six heures du soir, la corvette à vapeur le *Pluton*, faisant partie de l'escadre, vint mouiller en face du môle de Porquerolles, où elle débarqua M. le prince de Joinville et un de ses aides-de-camp, qui ont visité le château fort, en compagnie de M. le commandant des îles. Le prince, accompagné de son aide-de-camp seulement, alla ensuite parcourir l'intérieur de l'île, et avant de retourner à bord du *Pluton*, il informa M. le commandant des îles de son projet de conduire aujourd'hui même toute l'escade

devant la place, pour lui faire exécuter de grandes manœuvres.

« Les dispositions furent prises en conséquence.

« Ce matin, en effet, l'escadre, composée de six vaisseaux en bon ordre devant Porquerolles, les deux croiseurs très-intéressants ont eu lieu. L'artillerie a tonné pendant une grande partie de la matinée. On a simulé la prise du Château-fort et de divers points du voisinage. Le débarquement s'est opéré sans encombre, il y avait de l'ensemble dans les mouvements.

« Le temps est magnifique, et il paraît que l'escadre va s'éloigner de nos parages.

« Un accident affreux, qui rappelle la catastrophe de Fampoux, sur le chemin de fer du Nord est arrivé lundi soir en Angleterre, sur la ligne de Shrewsbury à Chester. Le train parti de la station de Chester à six heures et demie, venait d'atteindre le pont que traverse la Dée, à l'extrémité de l'hippodrome, quand les trois arches se sont écroulées avec un bruit horrible, entraînant dans leur chute tout le convoi, à l'exception de la locomotive et son tender, qui déjà avaient atteint l'autre bord. Il a été impossible jusqu'à présent de connaître toute l'étendue des malheurs que l'on a à déplorer : neuf personnes mortes ou mourantes ont été recueillies de la rivière; d'autres sont mutilées ou ont reçu de dangereuses blessures. Plusieurs manquent encore, et l'on craint qu'elles n'aient trouvé la mort dans les eaux.

« Voici les détails que publie sur cet événement le *Liverpool Times* :

« Le train ne se composait heureusement que d'une seule voiture de première classe, deux de seconde et un wagon de bagages, où ne se trouvaient pas, assure-t-on, plus de douze à quinze voyageurs. Il marchait comme à l'ordinaire sur la ligne, et avait déjà traversé deux arches de pont de fer, quant celui-ci et à tout à coup cédèrent sous le poids du convoi et s'abîmèrent avec un fracas infernal, dans la rivière, qui compte à cet endroit cent vingt pieds de profondeur. La machine et son tender avant déjà quitté le pont au moment de l'événement et elle continuèrent leur route de la rive droite. Quelques cris ont été entendus par les témoins de la catastrophe, mais la chute fut si rapide qu'ils ne purent rien distinguer et tout rentra bientôt dans un morne silence.

« On se porta immédiatement au bord de la rivière, d'où l'on retira, non sans difficulté, quatre cadavres, et douze ou treize voyageurs plus ou moins grièvement atteints, qui furent portés à l'hôpital voisin.

« C'est une de ces énormes barres de fer qui soutenaient la dernière arche qui, ayant cédé sous le poids du convoi, a fait fléchir les rails, entraîné un déraillement et l'écroulement de l'une des piles. Heureusement, il paraît que rien n'est tombé sur les voitures; mais lancées les unes contre les autres avec violence, elles ont été néanmoins broyées. Un seul voyageur, qui a eu la présence d'esprit de s'élancer par la portière, dès qu'il a senti la chute, a échappé sans blessures, s'étant trouvé après le premier étourdissement, la tête en bas dans l'eau, au fond de son wagon, il a fait tant des pieds et des mains qu'il a trouvé une ouverture, et a pu gagner le bord à la nage.

« Il est impossible d'assigner, jusqu'ici, aucune cause à l'accident. Le mécanicien a tellement été impressionné par le danger auquel il venait d'échapper, que, saisi de terreur, il a continué sa marche à toute vapeur, pendant une distance de deux milles.

« L'un des conducteurs a été tué sur le coup.

« On lit dans le *Journal des Débats* :

« Les bureaux de la chambre des députés ont examiné aujourd'hui le projet de loi tendant à élever de 4 1/2 à 5 pour 100 le taux de l'intérêt des emprunts à contracter par les départements et les communes. Ce projet de loi, qui aurait pour but d'employer des fonds considérables à l'exécution de travaux importants qui intéressent le bien-être des classes laborieuses sur divers points du territoire, n'a soulevé aucune objection sérieuse.

« La commission du budget a fait enfin connaître sa détermination relative au budget des travaux publics extraordinaires, et, nous le constatons avec un vif regret, cédant à ses premières tendances, elle s'est prononcée pour une forte réduction sur les crédits proposés par le gouvernement.

« Voici les sommes que la commission est d'avis de réduire; nous empruntons ces détails au *Journal des Débats* :

1^{re} 44 millions 300,000 fr. sur l'allocation de 66 millions qui avait été proposée au chapitre concernant l'établissement des lignes de chemins de fer ;

2^e 17 millions sur l'allocation de 19 millions concernant les ports maritimes, phares et fanaux ;

3^e 2 millions, sur l'allocation de 15 millions applicables à l'achèvement des lacunes aux rectifications des routes royales ;

4^e 9 millions sur l'allocation de 14 millions portée pour construction de nouveaux canaux ;

5^e 15 millions, sur l'allocation de 15 millions concernant l'amélioration des rivières.

« On écrit de Venise, 15 mai :

« Le projet du gouvernement sarde, d'établir des états délibérants, à l'imitation des institutions prussiennes, fait une grande sensation, et l'on dit que cette mesure sera prise d'accord avec la France et le pape. Le Saint-Père pourait avoir besoin de l'initiative d'une puissance temporelle de l'Italie plus indépendante pour réaliser son œuvre de réformes sans l'opposition de la diplomatie, et nous apprenons que le grand-duc de Toscane a l'intention de suivre l'impulsion du gouvernement sarde et de fonder aussi des institutions d'état avec voix délibérative dans les travaux législatifs. Il en résulterait une réaction inévitable sur l'Italie autrichienne, et il pourrait aisément arriver que les manifestations des états que l'on a vues dans la basse Autriche, Bohême, etc., dans ces derniers temps, commencent dans la partie méridionale de l'empire et déterminassent le gouvernement à prendre quelques mesures décisives en ce qui concerne l'institution des états.

« On annonce qu'il est question d'une émigration importante de Méridiens pour l'Algérie. Il leur serait donné un évêque de leur culte et ne seraient soumis à l'autorité française que dans les choses de la vie civile.

Toulon, 31 mai. — Nous avons annoncé l'arrivée dans notre ville de M. le contre-amiral de Tromelin, qui va prendre le commandement des forces navales françaises stationnées dans l'Océanie, en remplacement de M. le contre-amiral Hamelin. Cet officier a arboré son pavillon sur la frégate la *Pourtaigante* dont l'armement est complet, et qui doit appareiller, dit-on, avant le 10.

« M. le contre-amiral de Tromelin a reçu, avant-hier, les visites du corps.

« Il est certain maintenant que l'escadre aux ordres de M. le prince de Joinville fait route pour les côtes du nord de l'Afrique.

« Un ukase du gouvernement russe, rendu récemment, a prorogé jusqu'en 1851 les effets de la loi constitutive de la marine marchande russe. La disposition la plus importante de cet ukase est celle qui permet aux navires d'avoir des capitaines, des timoniers et les trois quarts des hommes étrangers.

« Une nouvelle comète télescopique très-faible vient d'être découverte dans la constellation du Petit-Lion par M. Colla, directeur de l'observatoire météorologique de Parme. Elle a été vue pour la première fois, le 7 mai, à neuf heures du soir.

« On l'a observée à Paris les jours suivants, et on a pu déterminer les éléments de son orbite d'une manière certaine.

« On lit dans le *Journal des Débats* :

« C'est, nous assure-t-on, M. Renouard qui a été chargé par le chancelier et la commission de la cour des pairs, de faire devant la cour le rapport de l'instruction relative au procès du général Cubières.

« Le chancelier et la commission se sont ajournées jusqu'au jour où le rapport pourra être lu à la commission.

« On ne pense pas qu'il puisse être donné à la cour connaissance du rapport avant une douzaine de jours.

« Le *Times* du 28 mai croit que la discussion du parlement ne se fera pas attendre beaucoup au-delà de la fin de juin.

« Dans la séance de la chambre des communes d'aujourd'hui, M. Hume a demandé communication des papiers officiels relatifs à la question de Portugal.

« Lord John Russell a déclaré que les papiers ne pouvaient pas être produits actuellement. Quand à l'adoption des mesures coercitives contre la junte, le ministre actuel a également refusé de s'expliquer. M. Hume reviendra lundi sur ces questions.

« Lord Palmerston a dit, en réponse à une interpellation de sir Robert Peel, que les nouveaux actes des gouvernements d'Espagne et d'Angleterre en Portugal étaient la conséquence d'un nouvel arrangement et le résultat du traité de la quadruple alliance.

« Encore un des innombrables exemples des stupides et épinietrés préjugés des habitants de nos campagnes.

On écrit de Lillebonne (Seine-Inférieure) :

« Les jours derniers, une femme assez proprement vêtue se présenta chez le garde-champêtre de la commune de la Fresnoye et lui demanda l'hospitalité pour deux jours, disant que son mari était tombé du domicile conjugal; son hôte improvisé, qui s'aperçut bien vite de l'incohérence de son raisonnement, la reçut cependant et fut prévenir le maire de la commune, qui lui conseilla de la garder chez lui jusqu'à ce que l'on se fût procuré des renseignements sur le compte de cette singulière visiteuse.

« Le lendemain, après avoir dîné avec celui qui l'avait généreusement reçue, vers deux heures après-midi, tandis qu'il vaquait à ses occupations, elle s'échappa de la maison et fut se jeter dans une petite mare non loin de là. Plusieurs personnes arrivèrent bientôt; mais imbuës de ce funeste préjugé que l'on ne peut parvenir à détruire chez les gens de la campagne, nul ne voulut porter secours à la malheureuse avant l'arrivée du maire. Deux heures après on retira son cadavre.

« On lit dans le *Journal des Débats* :

« On doit distribuer demain à la chambre des députés le rapport de M. Dessauet sur la proposition de M. Demesmay tendant à abaisser la taxe sur le sel de 34 décime par kilogramme à dater du 1^{er} janvier de l'année prochaine.

« La commission adhère à la proposition, seulement, pour laisser au gouvernement une certaine latitude, afin qu'il puisse aviser au moyen de prévenir les inconvénients que pourraient présenter l'application de la mesure; elle propose de renvoyer au 1^{er} janvier 1849 l'exécution de la loi.

« La commission n'a pas voulu admettre et a considéré comme non avenu un nouveau système qui lui a été transmis par le ministère des finances. Ce système consistait à appliquer à la vente des sels le système de régie appliqué à la vente des tabacs.

« La discussion sur le rapport de la commission commencera probablement mercredi ou jeudi prochain.

« Le tribunal civil de Châteauroux a condamné la commune de Buzançais, si tristement célèbre par les pillages de grains dont elle a été le théâtre, à payer 164,400 fr. d'indemnités aux particuliers qui ont eu à souffrir des désordres et des dévastations du mois de janvier dernier, plus les intérêts envers chacun des demandeurs, à partir de la présentation de leurs mémoires.

« Plusieurs corporations irlandaises ont déjà pris des mesures pour témoigner leur douleur à l'occasion de la mort de M. O'Connell. Des meetings ont été convoqués à Limerick, Kilkenny, Waterford et Cork, à la requête des maires, et à Dublin surtout, ont fait des préparatifs pour une grande manifestation, à laquelle s'associeront les hommes de tous les partis.

Berlin, 28 mai. — Curie des trois états. — Dans la séance de la diète du 21 courant, le député Wilde, après avoir exposé le dommage que les intérêts commerciaux de la Prusse ont eu à souffrir par suite de l'incorporation de Cracovie à l'Autriche, a demandé qu'il fût nommé une commission de liquidation chargée de constater toutes les pertes éprouvées par ce fait, et ultérieurement entamer des négociations avec le gouvernement autrichien pour obtenir un règlement des indemnités.

« Le commissaire royal a déclaré qu'il solliciterait du roi l'autorisation demandée.

« Le député de Rohlkirch a ensuite fait remarquer que la rupture des relations diplomatiques avec l'Espagne avait causé un grave préjudice au commerce prussien; et il a formulé le vœu que le roi soit invité à entamer des négociations avec ce pays qui amèneront la conclusion d'un traité de commerce avantageux.

« Le ministre des affaires étrangères a répondu que que le droit de faire des traités était une prérogative de la couronne, et qu'une pétition de ce genre ne pouvait être adressée au roi, et que l'assemblée se mettrait sur un terrain illégal si elle discutait des questions de ce genre.

« La pétition ayant été votée, il s'est levé autant de membres qu'il en est resté assis. Le vote étant douteux, le maréchal a déclaré qu'il votait, et par son vote a décidé que la pétition ne devait pas être présentée.

Madrid, 25 mai. — Le ministère se soutient encore quoiqu'il ait résolu aucune des questions à l'ordre du jour, ou peut-être parce qu'il n'a pas tenté de les résoudre. Placé entre les modérés qui lui font une rude guerre, et les progressistes, qui s'efforcent d'attirer à

sous le pouvoir, il n'aura sans doute pas succombé. Il est certain qu'Olazoga, Sanchez Silva, Camporano, Alonso, et autres notabilités progressistes étaient au près de la reine d'Espagne et exerçaient sur son esprit une grande influence. Aussi pense-t-on généralement que le premier événement politique déterminera une crise dont il profiteront.

« On ne saurait imaginer quels bruits étranges courent chaque jour à Madrid. Dans les cercles politiques, dans les cafés, dans les boutiques, sur les rues et les places publiques, se sont d'interminables discussions. La vie privée de la reine, la question du divorce, celle de la succession au trône y sont traitées avec un laisser-aller dont les journaux les plus hardis ne peuvent donner une idée.

« La reine est arrivée hier d'Aranjuez, sans le moindre appareil. Le même jour, Sarrano a fait sa rentrée à Madrid; quant au roi, il demeure au Pardo.

« Demain ou après-demain, aura lieu une grande revue des troupes de la garnison que la reine passera, dit-on, en uniforme.

« Lors de la dernière crise ministérielle, le général Concha s'est rendu à Aranjuez. Les progressistes, déçus dans leurs espérances, l'accusent maintenant d'avoir exercé sur le conseil une influence tout-à-fait inconstitutionnelle. Peu s'en faut qu'ils ne demandent sa mise en accusation. (*Mémoires des Pyrénées*.)

« On lit dans le *Journal de Toulouse* :

« On vient de commencer sur plusieurs points du département de la Dordogne, les études du chemin de fer du centre, qui, d'après le projet maintenant proposé, doit de Limoges se diriger sur Périgueux, où il se partagera en deux embranchements, l'un descendant sur Bergerac, Villeneuve, Agen, Auch et Tarbes; l'autre allant à Toulouse par le Vallon du Manoir, Tenon, condat-sur-Vézère, Cahors et Montauban.

« Lundi 24, on a commencé à poser les rails sur la partie du chemin de fer de Vierzon s'étendant du point de la porte Bourgogne à la porte d'Orléans. Le pont provisoire en bois qui prolonge le viaduc jusqu'à la rive gauche, a été terminé le samedi 22 mai. Grâce à l'active impulsion donnée aux travaux et à l'habileté des ouvriers, ce pont, commencé le 6 février, a pu être fini en moins de quatre mois. Les ouvriers charpentiers et scieurs de long ont organisé une fête pour la pose du bouquet. Dimanche au nombre de cent, ils ont défilé en cortège par la rue Royale, tambours et musique en tête. Ils se sont rendus jusqu'au pont en rang et les chapeaux ornés de rubans. Un énorme bouquet, triomphalement porté par les ouvriers, ouvrait la marche.

« Ils sont ainsi arrivés au pont, et après la pose du bouquet, le cortège est descendu sur une grève où avait été improvisé, en plein air, un immense buffet. Après s'être rafraîchis, les ouvriers se sont séparés. Tout s'est passé dans le meilleur ordre.

« On lit dans le *National de l'Ouest* :

« Plusieurs propriétaires ruraux nous confirment ce que nous avons dit, il y a quelques jours, sur les heurteuses apparences que présente la récolte de céréales. On ne se rappelle pas, dans nos campagnes, avoir vu une plus belle année; on regarde désormais la récolte comme sauvée; le seul fléau qui soit à craindre c'est la grêle, et il faut espérer qu'il n'en viendra pas.

« Les champs sont magnifiques; on ne remarque nulle part ces herbes parasites qui mangent une partie des blés.

« Les pommes de terre s'annoncent aussi bien que les céréales.

« Les vignes sont très belles.

« Il semble, nous dit un cultivateur du canton de Loroux, que la Providence veuille amplement nous dédommager des maux que nous avons soufferts, et nous récompenser de notre résignation. »

« On écrit d'Oppeln (Silésie prussienne), 21 mai :

« Hier matin, un accident est arrivé à l'un des convois qui marchaient sur le chemin de fer qui de notre ville va s'embrancher sur celui du Nord de l'empereur Ferdinand. Les étincelles sortant de la locomotive ont mis le feu à la voiture de voyage du prince russe de Gagarin, qui était chargée sur un train de wagon, et qui a été détruite entièrement avec les nombreux objets qu'elle contenait, parmi lesquels se trouvaient deux paquets de billets de banque d'Autriche et une partie de la riche garde-robe du prince.

« Cette voiture était à douze places; quoique vide, il fallut douze chevaux pour la traîner sur les routes ordinaires. Le prince Gagarin avait donné ordre de la lui envoyer de Saint-Petersbourg à Vienne (Autriche),

...et lui faisant application des articles 3 et 11 de la loi du 24 mai 1834, et 463 du Code pénal, dont la lecture a été faite par M. le premier président audience tenante et qui sont ainsi conçus :

Art. 3. Tout individu qui sans y être légalement autorisé aura fabriqué ou confectionné, défilé ou distribué des armes de guerre, des cartouches et autres munitions de guerre, ou sera détenteur d'armes de ce genre, de cartouches ou munitions de guerre ou d'un dépôt d'armes quelconques, sera puni d'un emprisonnement d'un mois à 2 ans, et d'une amende de 16 fr. à 1,000 fr. La présente disposition n'est point applicable aux professions d'armurier et de fabricant d'arme de commerce, lesquelles resteront seulement assujetties aux lois et règlements particuliers qui les concernent.

Art. 41. Dans tous les cas prévus par la présente loi s'il existe des circonstances atténuantes il sera fait application de l'art. 463 du Code pénal. Néanmoins les condamnés pourront toujours être placés sous la surveillance de la haute police pendant un temps qui ne pourra excéder le maximum de la durée de l'emprisonnement.

Art. 463. Dans tous les cas où la peine de l'emprisonnement et celle de l'amende sont prononcées par le Code pénal, si les circonstances paraissent atténuantes en cas de récidive à réduire l'emprisonnement même au-dessous de six jours et l'amende même au-dessous de 16 fr. Ils pourront aussi prononcer séparément l'une ou l'autre de ces deux peines, et même substituer l'amende à l'emprisonnement, sans qu'en aucun cas elle puisse être au-dessous des peines de simple police.

Art. 194. (Code d'instruction criminelle). Tout jugement de condamnation rendu contre le prévenu et contre les parties civilement responsables ou contre la partie civile, les condamnera aux frais.

Condamne Orsoni Jacques-Marie à un franc d'amende et aux frais liquidés à 36 fr. 21 c.

Fait et prononcé à l'audience publique tenue par la cour royale de Bastia, chambre des appels de police correctionnelle, le 28 mai 1837, présents MM. comte Colonna-d'Istria, premier président, chevalier de la légion d'honneur, Arrighi, Arena, Colonna-d'Istria, Viale, Gavini, Jourdan, Andran-Moral, conseillers qui ont signé avec le commis greffier.

COUR D'ASSISES DE LA CORSE.

Présidence de M. le Conseiller Jourdan.

AUDIENCE DU 11 JUIN.

Meurtre.

L'ouverture des assises avait été fixée au jeudi 10 du mois courant. Par suite de l'absence de plusieurs jurés de l'intérieur, la cour a dû procéder à un tirage supplémentaire, et la première séance n'a pu avoir lieu que le lendemain. A la fin de la session nous reviendrons sur les inconvénients que présentent ces absences, et nous examinerons si plusieurs membres du jury ont le droit de se dispenser d'exercer les fonctions dont ils sont revêtus, en faisant ainsi peser sur les habitants de Bastia les devoirs et les charges de cette magistrature.

Le premier accusé dont le jury a eu à s'occuper c'est le nommé Vaccarezza Joseph-Antoine, garde-champêtre de la commune de Furiani. Jugé aux assises précédentes, il avait été déclaré coupable de meurtre dans l'exercice de ses fonctions, mais sans excuse de provocation violente. La cour ayant pensé que la peine qu'elle était obligée de lui infliger aurait été trop sévère, avait renvoyé l'affaire à une prochaine session. Voici maintenant quelles ont été les circonstances et les résultats de cette accusation.

Dominique et Antoine-Simon frères Casanova muletiers de la commune de San-Gavino, revenaient de Bastia, d'où ils se rendaient dans leur village, en compagnie d'un enfant de quinze ans appelé Jules Casanova. En arrivant sur la grande route qui traverse le territoire de Furiani, Dominique Casanova s'était arrêté aux bords d'un ruisseau pour attendre son frère qui le suivait à une petite distance derrière lui. Il avait eu l'imprudence de laisser entrer ses deux mulets chargés de provisions dans un enclos où l'on avait fait récemment la récolte du blé. Le garde-champêtre Vaccarezza s'étant présenté sur les lieux, s'empara d'un de ces mulets pour le conduire en fourrière. Casanova, comprenant le tort qu'il avait eu, fit remarquer au garde-champêtre qu'il n'y avait eu aucun dommage et que s'il y en avait eu un, quelque faible qu'il fût, il

était prêt à le réparer sur-le-champ, en insistant, toutefois, sur ce que son mulet ne lui appartenait pas. Vaccarezza refusa les propositions qui lui furent faites, et une discussion s'engagea, mais l'acte parvint à se terminer sans que l'un des deux frères Casanova ait été blessé.

Art. 41. Dans tous les cas prévus par la présente loi s'il existe des circonstances atténuantes il sera fait application de l'art. 463 du Code pénal. Néanmoins les condamnés pourront toujours être placés sous la surveillance de la haute police pendant un temps qui ne pourra excéder le maximum de la durée de l'emprisonnement.

Art. 463. Dans tous les cas où la peine de l'emprisonnement et celle de l'amende sont prononcées par le Code pénal, si les circonstances paraissent atténuantes en cas de récidive à réduire l'emprisonnement même au-dessous de six jours et l'amende même au-dessous de 16 fr. Ils pourront aussi prononcer séparément l'une ou l'autre de ces deux peines, et même substituer l'amende à l'emprisonnement, sans qu'en aucun cas elle puisse être au-dessous des peines de simple police.

Art. 194. (Code d'instruction criminelle). Tout jugement de condamnation rendu contre le prévenu et contre les parties civilement responsables ou contre la partie civile, les condamnera aux frais.

Condamne Orsoni Jacques-Marie à un franc d'amende et aux frais liquidés à 36 fr. 21 c.

Fait et prononcé à l'audience publique tenue par la cour royale de Bastia, chambre des appels de police correctionnelle, le 28 mai 1837, présents MM. comte Colonna-d'Istria, premier président, chevalier de la légion d'honneur, Arrighi, Arena, Colonna-d'Istria, Viale, Gavini, Jourdan, Andran-Moral, conseillers qui ont signé avec le commis greffier.

AUDIENCE DU MÊME JOUR.

Meurtre.

Mariani Antoine, menuisier de la ville de Corte, se présente, le 2 mars 1837, chez le nommé Serpentin, cordonnier de la commune de Pastoreccia. Celui-ci étant absent, Mariani demanda où il se trouvait et deux ouvriers qui travaillaient dans l'atelier. Un de ces ouvriers appelé Ange Rospagioni se souvenant que Mariani était son débiteur de trente centimes pour raccommodage d'une paire de souliers, le pria de lui remettre le montant de sa créance. Mariani lui répondit de s'adresser à son ancien maître, parce que c'était à lui à payer cette dette, d'après les conventions qui existaient entre eux. Sur les interpellations répétées de Rospagioni, Mariani lui répondit qu'il l'aurait payé tout de suite, mais qu'il n'avait pas de quoi.

M. Sigaudy, avocat-général, soutient l'accusation. M. Montero présente la défense de l'accusé.

Mariani, déclaré par le jury coupable de meurtre avec provocation violente et circonstances atténuantes, a été condamné par la cour à trois années d'emprisonnement.

AUDIENCE DU 12 JUIN.

Meurtre.

Dans la nuit du 27 au 28 octobre 1836, dans la commune de Rivotosa, au moment où le nommé Ottaviani Octavien était sur le point de rendre le dernier soupir, son gendre Sinibaldi Michel, accompagné de son fils et de six autres parents, s'était rendu à une maisonnette de campagne qui avait appartenu à sa belle-mère décédée, afin de s'emparer de quelques charges de chaufournage auxquelles il prétendait avoir des droits successifs incontestables. Le malheureux Pasqualetti Jean-Baptiste, cédant aux prières de Sinibaldi Michel, avait consenti à l'accompagner dans cette imprudente expédition. Ottaviani Pascal, fils d'Octavien et beau-frère de Sinibaldi, informé des dispositions de ce dernier, accourut lui-même à la maisonnette de sa mère. Il était deux heures après minuit, et au moment où Sinibaldi et ses compagnons se mettaient en marche avec leurs mulets chargés de chaufournage, les explosions de deux fusils se font entendre. Un de ces coups de feu, parti de la main d'Ottaviani, blessa légèrement Sinibaldi son beau-frère et donna la mort à l'infortuné Pasqualetti. Un autre coup de feu, tiré par ceux qui étaient en com-

pagne de Sinibaldi donna lieu à la seconde explosion. Dans ces circonstances Ottaviani ne put s'empêcher de donner la mort à Pasqualetti.

M. Sigaudy avocat-général soutient l'accusation, en reprochant toute excuse de provocation violente. M. Montero, chargé de la défense d'Ottaviani, soutient que l'accusé s'est trouvé dans le cas de la légitime défense. Le jury ayant rapporté en verdict de culpabilité avec provocation violente, la cour a condamné Ottaviani à quatre années d'emprisonnement.

AUDIENCE DES 14 ET 15 JUIN.

Assassinat, complicité d'assassinat et tentative de ce crime.

Une contestation relative à la propriété d'un immeuble d'une vaste étendue divisait depuis longtemps les deux communes de Serra et Sorbollano. La cour royale de Bastia, devant laquelle ce procès s'était terminé, avait accordé dans un arrêt rendu par elle les trois quarts de cet immeuble aux habitants de Sorbollano et le dernier quart à la commune de Serra. Dès que la justice s'était ainsi prononcée, il n'y avait plus lieu de s'attendre au triste événement dont les circonstances désastreuses viennent de se produire aux débuts de ces deux jours. Le 15 du mois de mai 1845, avant que la délimitation de l'immeuble contesté eût été judiciairement fixée, les habitants de Sorbollano s'y étaient rendus en grand nombre pour se livrer à des travaux agricoles. Cette première journée se passa heureusement sans qu'il arrivât aucun fâcheux accident. Ils attendirent seulement le son d'un cor marin qui éveilla dans leurs esprits de pénibles appréhensions. Le lendemain, redoublant de précautions, ils se rendirent en armes dans leur propriété, et aucune espèce de manifestation de la part des habitants de Serra ne vint les troubler dans leurs occupations habituelles. Encouragés par le calme trompeur de la veille, ils mirent bas leurs armes et ils se présentèrent le jour suivant à Concone, munis seulement des instruments qui devaient leur servir à défricher leur terrain.

Les habitants de Serra, au nombre de 15 ou 20 personnes, accoururent à main armée sur les lieux à une petite distance des habitants de Sorbollano. Protégés par l'épaisseur des maki ils enjoignirent à leurs adversaires de se retirer en faisant retentir une très-vive fusillade. Le malheureux Jean-Baptiste Martinetti, frappé par une balle meurtrière, fut victime de cette brutale agression. Un autre habitant de Sorbollano eut son bonnet traversé par un projectile. Quels ont été les auteurs de cet audacieux attentat? Les habitants de Serra n'avaient pas été individuellement reconnus. La justice a procédé à une information, et ceux qui avaient pris la part la plus active au procès qui divisait les deux communes ont été regardés comme les auteurs de ce déplorable méfait. Qu'il est Alexandre et Comiti Pascal, qui avaient été compris dans ce nombre, ont été acquittés à la session précédente, faute de charges suffisantes. Filippi Jacques, Filippi Xavier et Filippi Paul viennent répondre à leur tour des crimes d'assassinat et de tentative d'assassinat qui leur sont imputés.

Cette affaire, qui s'était présentée à la session précédente, avait été renvoyée aux assises de ce jour à cause de l'absence d'un témoin. Quelques paroles menaçantes prononcées par l'un des accusés avant cette horrible catastrophe, l'intérêt direct et puissant qu'ils avaient personnellement témoigné dans la contestation, telles sont les principales charges qui se sont élevées contre eux.

M. Sigaudy a soutenu l'accusation. M. Sorzoni, Caraffa et Casabianca ont cherché à démontrer l'innocence des accusés. En vain les défenseurs, dans leurs remarquables plaidoiries, ont soutenu que les accusés ne se sont pas trouvés sur le lieu du crime; qu'en admettant même qu'ils y eussent été, ils n'auraient été là que pour forcer leurs adversaires à déguerpir sans avoir l'intention de leur donner la mort; que si un des habitants de Serra avait eu l'audace de commettre un crime ce n'était point aux accusés qu'il fallait en faire partager la responsabilité puisqu'il ne pouvait point y avoir de complicité de leur part.

Après le résumé de M. le président, les jurés ont été dans la chambre de leurs délibérations d'où ils sont sortis dix minutes après avec une réponse affirmative à la question de complicité pour les trois accusés, en écartant toutefois la circonstance de la préméditation et en admettant les circonstances atténuantes. La cour a condamné Filippi Jacques à sept années de réclusion, et les deux autres accusés à six années de la même peine.

Par ordonnance royale en date du 6 juin sont nommés :

Conseiller à la cour royale de Bastia, M. Montero, président du tribunal civil, en remplacement de M. Badiet, décédé.

Conseiller à la même cour M. Testanini de Miravall, procureur du roi près le tribunal de Farcalquier, en remplacement de Chappin de Germigny, appelé à d'autres fonctions.

Président du tribunal de première instance de Bastia, M. Montero, président au siège de Corte.

Le Bonaparte de la compagnie Valéry, parti de Marseille le 13 à neuf heures du matin, est arrivé le 16 à huit heures, malgré le vent constamment contraire. Le bateau de l'Etat l'Eurekas n'est arrivé qu'à une heure après midi, ayant ainsi en retard une différence de cinq heures. Le Bonaparte, dans sa traversée de vendredi, en compagnie du Napoléon, retardé de six minutes avant de faire vapeur, s'est maintenu jusqu'au Cap à la même distance qui, au moment du départ de Bastia, existait entre lui et le steamer de l'Etat lequel, favorisé par le vent, a pu d'ici au Cap user de l'avantage de son immense voilure. Au Cap, le vent étant de bonté, le Bonaparte a devancé à la vapeur le Napoléon. Toutefois ayant dû s'arrêter quelques heures à la Giottat, il a laissé alors au Napoléon le champ libre.

Ces essais du Bonaparte avec nos paquebots de l'Etat, constatant l'extrême supériorité de sa marche et surtout l'avantage que par la vapeur il a obtenu même en parallèle du Napoléon, ce bateau modèle, le plus rapide de notre marine à vapeur militaire, doit vent faire éprouver une extrême satisfaction. Quoi de plus satisfaisant, en effet, que de voir les efforts de l'industrie entreprendre, secondés par le concours de la science, obtenir d'heureux succès, et par leurs constructions perfectionnées, imprimer à la navigation à vapeur de nouveaux et remarquables progrès! Quelques personnes ont considéré les voyages simultanés du Bonaparte avec le bateau poste comme une concurrence de la compagnie Valéry avec les paquebots de l'Etat. C'est là, nous le disons nettement, une bien singulière pensée! Comment serait-il possible qu'une compagnie quelconque eût la folle prétention d'engager une lutte avec l'Etat? Et comment, de son côté, l'Etat viendrait-il opposer son écrasante concurrence aux compagnies, c'est-à-dire à l'industrie, au commerce, à la marine marchande qui l'a mission, au contraire, et qu'il lui importe si fort de protéger et d'encourager?

Que de louables tentatives, conduisant aux améliorations, au perfectionnement, cherchent à mettre leurs œuvres en évidence, à en démontrer la supériorité par la comparaison; il n'y a rien de plus de fort convenable et de tout naturel. Et le public, l'Etat, qui est la personnification de l'intérêt de tous, ne peut qu'être charmé de ces épreuves et surtout de leur réussite; car l'Etat n'étant que le total complexe des individualités, plus il y a de prospérités individuelles, plus il y a de prospérité pour l'Etat.

Ainsi, qu'un pyroscaphe nouveau, tel que le Philippe-Auguste de la C^e Bazin, l'Hellepont de la C^e Rostand, le Bonaparte de la C^e Valéry, se signale par un degré supérieur de rapidité et par d'autres améliorations essentielles, que, d'après des essais décisifs, d'après une lutte même qui est en cela fort légitime, l'Etat porte sur les meilleurs bateaux construits jusques là sans exception ceux que la marine militaire peut posséder de plus parfaits; c'est un événement éminemment heureux dont l'Etat, loin de pouvoir se blesser, doit, au contraire, vivement s'applaudir. Car s'il est de son devoir d'exciter, d'encourager en toute chose l'émulation, ce devoir et un haut intérêt existent pour lui spécialement à ce sujet en ce qui concerne la navigation à vapeur, ce mobile nouveau qui est destiné à un si grand rôle dans la guerre comme dans la paix.

Non-seulement, en effet, l'Etat peut profiter pour sa marine de toutes les inventions, de tous les perfectionnements de la marine marchande; mais celle-ci peut être, au besoin, pour la première, une auxiliaire importante qu'on ne peut trop souhaiter de voir se développer et se renforcer par tous les moyens de perfection possibles. Aussi ne peut-il que convenir infiniment de voir beaucoup d'entreprises maritimes grandir comme l'entreprise de la compagnie Valéry; et par cela que la marine marchande contribue essentiellement à la force de la marine militaire, ce serait un immense bien pour celle-ci que les compagnies particulières pussent se multiplier et avoir, chacune, un

grand nombre de pyroscaphes tous plus rapides, plus magnifiques et plus parfaits les uns que les autres. Ce mouvement, qui doit amener tout citoyen et surtout tout marin français, a été hautement exprimé, nous nous faisons un plaisir de le dire, par M. de Cuers, commandant du Napoléon relativement au Bonaparte. Ce digne officier s'est rendu à bord de ce bateau vendredi dernier; il en a examiné avec soin toutes les parties, spécialement la machine dont il en a admiré la rare perfection; et avec la loyale franchise et la bienveillante politesse qui conviennent si bien à un noble militaire et à un homme de distinction, il a pleinement rendu justice à ce pyroscaphe et à la compagnie Valéry. Assurément un tel éloge n'est pas le moins flatteur. Il doit concourir avec l'assentiment unanime du public à récompenser la compagnie Valéry de ses efforts et de ses sacrifices; et il doit vivement satisfaire aux MM. Benet et compagnie en constatant de la manière la plus éclatante, par de pareils suffrages, la merveilleuse perfection de leurs ateliers d'où sortent pour la marine de si belles et si excellentes constructions.

NOUVELLES DIVERSES.

On lit dans le Journal des Débats :

« Quatre lignes ou sections de chemins de fer seront livrées à la circulation cette année, à des intervalles fort rapprochés. »

« Le chemin de fer du centre, section comprise entre Orléans et Bourges, sera ouvert dans les premiers jours du mois d'août au plus tard. Le pont provisoire de la Loire doit être achevé au mois de juillet. »

« La ligne de Montreuil à Troyes, section comprise entre Montreuil et Nogent, sur une distance de cinquante trois kilomètres, sera mise en exploitation en septembre. On n'a plus qu'à poser les traverses et la voie de fer. »

« Le chemin de l'Ouest, section comprise entre Versailles et Chartres, sur laquelle on n'a qu'à exécuter les opérations de la poste de la voie, pourra être livré à la circulation vers la même époque. »

« Enfin la ligne importante d'Avignon à Marseille, dans la partie qui s'étend entre la Durance et la ville de Marseille, sera ouverte au plus tard au mois de décembre prochain. Cette section est de cent kilomètres environ. Le tunnel de la Nerthe, cette œuvre remarquable parmi toutes les œuvres de ce genre exécutées jusqu'à ce jour, est à peu près terminée. »

« Il paraît que le ministère ne s'opposera pas à l'adoption de la proposition de M. Demessny, sur le sel, pourvu que l'exécution en soit remise en 1849, et certes la chambre ne s'y refusera pas; car les motifs qui avaient fait accueillir l'amendement Marteau subsistent quand il s'agit de l'impôt du sel, aussi bien que pour la réforme postale. Seulement, nous croyons que l'abaissement de la taxe du sel sera bien autrement utile et populaire que la réforme postale, et comme on ne peut pas faire tout à la fois, il paraît assez juste de commencer par l'allégement qui pèse avec le plus d'uniformité sur les classes pauvres. »

« Des lettres particulières de Londres nous apprennent que le duc et la duchesse de Luynes, arrivés depuis peu de temps en Angleterre, sont de la part de l'Angleterre et des ministres, l'objet d'attentions toutes particulières. »

« La Sidon est rentrée de St-Ubes le 19, avec la réponse négative de Sada-Bandeira, à la proposition qu'on lui a faite de renouveler l'armistice déclaré, expiré le 17. »

« Il a été dit qu'il était résolu à obéir aux ordres qu'il avait reçus de la junte, et qui lui défendaient de consentir à aucune suspension ultérieure d'hostilités, et qu'il ne devait pas devenir inutile de lui adresser n'importe quelle proposition, soit pour cela soit pour autre chose. Par suite de cette réponse, et de l'avis que l'on a reçu ici que les steamers que les insurgés avaient à St-Ubes venaient de quitter le port et de se diriger vers le nord, sans doute pour aller prendre des troupes à Oporto et les débarquer à St-Ubes ou dans la baie de Cascaes, à 45 milles de Lisbonne; la frégate anglaise *America*, aux ordres du capitaine sir Thomas Maitland, le steamer *Polyphemus*, capitaine Cleverly, et la frégate espagnole *Villa-di-Bilbao*, ont été envoyées de Lisbonne pour arrêter les trois steamers et les empêcher d'accomplir l'objet de leur mission. »

« Les deux navires anglais, et le bâtiment espagnol sont partis avec des ordres expédiés; mais on est à peu près certain du but de leur expédition, la lettre de sir H. Seymour à Don Antas était trop positive et trop mé-

nalante pour laisser aucun doute sur les intentions des puissances alliées. »

Cette lettre, publiée par le *Diario*, a causé la plus grande indignation chez la population de Lisbonne; on croyait, d'après toutes les indications antérieures, que le gouvernement anglais resterait neutre et se bornerait à des efforts officieux de médiation et de persuasion.

Les soldats des bataillons volontaires de Lisbonne ont profité de l'armistice pour désertir par bandes et aller retrouver Sada-Bandeira à St-Ubes.

Un grand nombre d'habitants ont suivi le même exemple. Le bataillon de Calica, à lui seul, a perdu soixante hommes en dix jours.

« Le paquebot royal à vapeur *Caledonia*, arrivé samedi dernier à Liverpool, apporte les nouvelles des Etats-Unis jusqu'au 15 mai. Les avis du théâtre de la guerre, parvenus à Washington, annoncent sur tous les points de nouveaux et importants succès pour les armées américaines. Le principal est la destruction complète, par l'armée du général Scott, des troupes rassemblées par Santa-Anna en avant de Mexico, pour défendre cette capitale. Avec cette force composée à la hâte des débris de son armée vaincue, tombe le dernier rempart que le Mexique pouvait opposer à la marche victorieuse des Américains. »

MADRID, 30 mai. — Mgr Brudell, ambassadeur du Saint-Siège près notre cour, est arrivé hier à Madrid; le vénérable prélat a été reçu avec tous les honneurs dus à son rang. Tous les partis sont unanimes pour se féliciter de l'heureuse solution qui a renoué nos bons rapports avec la cour de Rome; chacun ici en éprouve une vive satisfaction.

M. le duc de Glucksberg, chargé d'affaires de France s'est rendu, avant-hier, auprès de S. M. le roi, à sa résidence du Pardo. Sa visite s'est prolongée jusque dans la soirée. Comme vous pouvez le penser, les commentaires n'ont pas manqué sur le but de ce petit voyage, mais rien de certain n'a transpiré.

Le roi, assure-t-on, est plus que jamais décidé à ne point retourner à Madrid. De son côté, la reine se propose de partir prochainement pour sa résidence de St-Idelfonso, pour y passer une partie de la saison.

Il paraît que si les divers corps d'armée qui doivent intervenir en Portugal n'ont pas fait jusqu'à ce jour de mouvements bien prononcés, cela tient principalement au manque d'argent; car vous n'ignorez pas que la situation financière de notre pays est des plus déplorable. Cependant, la banque de Saint-Ferdinand a fait pour cet objet une avance de deux millions de réaux.

On annonce que les généraux Capaz et Ruiz ont obtenu l'autorisation de rentrer en Espagne. La même faveur sera accordée, assure-t-on, très prochainement à MM. Linage, Iriarte, Ametller, Leimerich, Santa-Cruz, ainsi qu'à plusieurs autres personnes.

— Au moment où on se félicite en France, en Belgique et en Angleterre des magnifiques espérances de la prochaine récolte, les nouvelles arrivées de Londres donnent quelques doutes sur la récolte des pommes de terre. On prétend que ce malheureux tubercule sera atteint cette année de la même maladie qui l'a déjà atteint, il y a deux ans. Partout, on signale sur les feuilles de la précieuse plante des taches noires qui sont un symptôme certain du mal redouté. Cependant il est fort possible que les lettres arrivées de Londres de plusieurs comtés à la fois pour constater la présence assez générale de ces taches noires soit tout simplement une manœuvre de Bourse. Les consolidés avaient pris une marche ascendante très-prononcée. On a voulu les faire baisser de nouveau. Nous espérons que la confiance qu'on avait placée dans les produits de la prochaine récolte renâtra complètement. En France, jusqu'à présent, aucun démenti fâcheux n'est venu troubler les excellents pronostics qui se manifestent de toute part.

— La discussion du budget commencera, dit-on, du 30 au 25 de ce mois. La discussion des lois sur les chemins de fer sera intercalée entre le budget des dépenses et le budget des recettes. Tout annonce que la session ne sera pas close dans les deux chambres avant le 15 août.

— M. le maréchal marquis de Grouchy, né le 23 octobre 1766, est mort à Saint-Etienne (Loire), le 29 mai, à huit heures et demie du soir. Son corps a été rapatrié à Paris, où il est arrivé le mardi 31 juin, à cinq heures du matin. Le maréchal, dont la poitrine avait toujours été fort délicate, avait désiré aller passer l'hiver en Italie. Il avait ajourné successivement à Pise, à Florence, à Rome; il n'avait cessé de se bien



(1) COMMERCIAL, en effet, avec la BUREAUCRATIE administrative, de commerce, de marine militaire, y a-t-il moyen de faire les opérations multiples pour lesquelles il faut ordinairement le concours d'un armateur intéressé ainsi que de son commis et d'un capitaine marchand — on fait de ces devoirs et du commerce maritime, et comment acceptable notamment tout ce qui est nécessaire pour les formalités de douane, les embaumements, les assurances, les rapports de mer, les consignations, les règlements d'avarie, etc.?



100

... il a des idées air-

...les ! citez-les !)

--	--

JOURNAL POLITIQUE ET LITTÉRAIRE. — FEUILLE D'ANNONCES LÉGALES.

100